

Rapport d'étape de la mission
“nouveaux facteurs de
richesses“

au Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire,

Mr Guy Hascoët

Reconsidérer la richesse

Patrick Viveret, conseiller référendaire à la Cour des Comptes

Sommaire du rapport “Reconsidérer la richesse”

Lettre au ministre p 3

Première partie : des thermomètres qui rendent malades p 7

- 1/ les effets pervers de notre représentation de la richesse
- 2/ richesse, valeur, utilité : le bouleversement culturel de la société de marché
- 3/ une triple révolution fondatrice de notre modernité
- 4/ la comptabilité nationale et la fascination de l'ère industrielle
 - le problème de la productivité
- 5/ la double face de la monnaie : “doux commerce “et guerre économique;

Conclusion : la nécessité d'un nouveau paradigme; évaluation démocratique et développement humain

II/ Un projet, des acteurs, des objectifs, une méthode p25

1/ capitaliser les avancées déjà réalisées

- 11 dans le domaine de la représentation de la richesse
 - les indicateurs du développement humain
 - les recherches de la banque mondiale
 - le projet de “net national welfare“
 - les tentatives de comptabilité écologique
 - les initiatives de la société civile
- 12 dans le domaine des systèmes d'échanges et des monnaies
 - les monnaies de proximité, les crédits temps, les échanges de savoirs
 - les monnaies affectées
 - le défi de la monnaie électronique

2/ les obstacles au changement

- 21 des questions taboues exclues du débat démocratique
- 22 des risques d'arbitraire , de manipulation, de corruption?
- 23 le problème de “la tentation du bien“

Propositions, pistes de recherche et d'expérimentations p 45

Annexes p 50

- Lettre de mission
- Coûts des accidents de la route
- Pollution atmosphérique et santé
- Compte épargne temps
- Etude du “lancet“ sur les effets et les coûts de la pollution atmosphérique dans trois pays européens (en anglais)

Note : certains documents annexés sont manquants dans le document joint.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Par lettre du 25 juillet 2000 vous m'avez fait l'honneur de me confier une mission impossible . Il suffit en effet de se reporter au contenu de la lettre de mission pour comprendre qu'une personne seule, fut elle appuyée par votre cabinet et les services de la DIES, ne peut réussir, en quelques mois, à proposer un système cohérent susceptible de transformer en profondeur notre comptabilité nationale et de modifier, à travers la monnaie et la pluralité d'autres systèmes d'échange, la circulation et la distribution de la richesse. Une telle entreprise doit mobiliser, pour être menée à bien, des dizaines, puis des centaines de personnes pendant plusieurs années.

De la construction de la comptabilité nationale

Si nous examinons dans quelles conditions la construction de notre actuelle comptabilité nationale a été réalisée après la seconde guerre mondiale nous constatons qu'elle a été intellectuellement pensée pendant les années d'entre deux guerres¹ et pleinement réalisée après la Libération grâce à une formidable fédération d'énergies, intellectuelles, institutionnelles et militantes, qui ont donné un nouveau souffle à la reconstruction de l'Etat et de l'économie française. C'est parce qu'ils ont pensé d'un même mouvement l'outil de la représentation de la richesse qu'était la comptabilité nationale, l'instrument statistique qui la rendait possible, et les nouveaux modes d'intervention publiques à travers des administrations de mission comme le Commissariat général du Plan, que la manière dont la nation se représentait la richesse a pu devenir un moyen privilégié de faire entrer pleinement la France dans la seconde révolution industrielle.

Il nous faudra au moins cette ambition et ces moyens pour nous attaquer à un problème d'emblée plus large et plus complexe puisqu'il ne peut se limiter à la France et doit affronter une mutation beaucoup plus profonde que le simple passage de la première à la seconde révolution industrielle². Et nous n'avons même pas l'aiguillon de la reconstruction pour nous aider dans cette entreprise !

La comptabilité nationale, pensée entre les deux guerres, a été réalisée après la Libération grâce à une formidable fédération d'énergies, intellectuelles, institutionnelles et militantes

¹ Cf , notamment, les travaux du mouvement "planiste" , les approches théoriques de Keynes, François Perroux, Alfred Sauvy ou Jacques Duboin.

² Comme l'avait noté en 1988, le premier Ministre, Michel Rocard qui avait inscrit la mission qu'il m'avait confiée sur l'évaluation des politiques publiques dans le cadre d'une rénovation d'ensemble de nos "outils d'intelligence politique". Evaluer les politiques et les actions publiques, Documentation française, 1990.

Notre représentation actuelle de la richesse et l'usage contre-productif que nous faisons de la monnaie aggrave les problèmes auxquels nos sociétés sont confrontées

Les catastrophes sont un facteur d'accroissement du produit intérieur brut !

Le plomb de ces destructions se change en or par l'alchimie de nos systèmes de comptabilité.

Dans le même temps, les activités bénévoles n'ont permis aucune progression du PIB

Nous avons en revanche la preuve permanente que notre représentation actuelle de la richesse, et l'usage contre-productif que nous faisons de la monnaie, aggrave les problèmes auxquelles nos sociétés sont confrontées au lieu de nous aider à les résoudre. Dans la plupart des dossiers qui ont été au cœur des débats publics de ces derniers mois, de la vache folle à l'Erika, de l'amiante aux accidents de la route, des conséquences de la grande tempête de décembre 1999 à la crise des carburants de l'automne 2000, il y a toujours un élément commun que l'on oublie curieusement de rappeler : ces catastrophes sont des bénédictions pour notre Produit Intérieur Brut, ce chiffre magique dont la progression s'exprime par un mot qui résume à lui seul la grande ambition de nos sociétés matériellement développées et éthiquement sous développées : LA CROISSANCE !

Plus de destructions = plus de PIB

Car les centaines de milliards que coûtent à la collectivité ces destructions humaines et environnementales ne sont pas comptabilisées comme des destructions mais comme des apports de richesse dans la mesure où elles génèrent des activités économiques exprimées en monnaie. Les 120 milliards de coûts directs des accidents de la route (qui en génèrent le triple en coûts indirects), pour ne prendre que ce seul exemple, contribuent à la croissance de notre produit intérieur brut. A supposer que nous n'ayons aucun accident matériel ou corporel, ni morts ni blessés sur les routes de France l'année prochaine, notre PIB baisserait de manière significative, la France perdrait une ou plusieurs places dans le classement des puissances économiques et l'on verrait nombre d'économistes nous annoncer d'un ton grave que la crise est de retour. Et la situation serait pire si disparaissait également de ces étonnantes additions une part des 170 milliards induits par les effets sur la santé de la pollution atmosphérique, les dizaines de milliards que vont coûter la destruction des farines animales, les quelques cent milliards qu'ont générés les destructions de la tempête de l'hiver dernier et d'une manière générale tout le plomb des destructions sanitaires, sociales ou environnementales qui ont cette vertu de se changer en or par l'alchimie singulière de nos systèmes de comptabilité.

Les activités bénévoles font baisser le PIB

Dans le même temps, toutes les activités bénévoles qui, grâce en particulier aux associations loi 1901, dont nous nous apprêtons à fêter le centenaire, ont permis d'éviter ou de limiter une partie des effets de ces catastrophes, par exemple en allant nettoyer les plages polluées ou en aidant gratuitement des handicapés, n'ont, elles, permis aucune progression de richesse et ont même

C'est un enjeu décisif pour l'Economie sociale et solidaire et tout le monde associatif de changer de représentation de la richesse

Ce rapport a pour objet de proposer un cadre afin d'entamer un vaste débat public sur ces questions.

contribué à faire baisser le produit intérieur brut en développant des activités bénévoles plutôt que rémunérées. Autant dire que nous marchons sur la tête et que dans le même temps où l'on va célébrer le rôle éminent des associations, nous continuerons à les traiter comptablement, non comme des productrices de richesses sociales mais comme des "fonctionneuses de richesse économiques" au titre des subventions qu'elles reçoivent.

Notre société, malgré ses déclarations de principe, facilite beaucoup plus le "lucra-volat", la volonté lucrative, que le bénévolat, la volonté bonne; et il arrive trop souvent que ce que l'on pourrait appeler le "male-volat" ou volonté mauvaise, sous ses formes diverses, bénéficie de l'argent des contribuables comme en témoignent les exemples récents de pactes de corruption en vue de détourner les marchés publics.

Il est temps de changer de représentation

Il est donc plus que temps de nous atteler à ce chantier considérable du changement de représentation de la richesse et de la fonction que joue la monnaie dans nos sociétés. C'est pour l'économie sociale et solidaire un enjeu décisif et pour le mouvement associatif une occasion à saisir. Ils s'inscrivent en effet dans une histoire où le choix de la coopération, de la mutualisation, de l'association se veut prioritaire. C'est pour eux un piège mortel que de laisser s'imposer des critères qui ignorent les enjeux écologiques et humains et valorisent des activités destructrices dès lors qu'elles sont financièrement rentables. Il leur faut, au contraire reprendre l'initiative et être aux premiers rangs de l'émergence d'une société et d'une économie plurielle face aux risques civilisationnels, écologiques et sociaux que véhicule "la société de marché"³

entamer un vaste débat public

Ce premier rapport a pour objet de proposer un cadre qui doit permettre, au cours de l'année à venir, d'entamer un vaste débat public sur ces questions, de lancer des expérimentations, de rassembler les multiples tentatives françaises et étrangères qui permettent de renouveler la question de la représentation de la richesse et de réinscrire la monnaie au cœur de l'échange humain⁴. Elles s'organisent autour de l'évaluation démocratique comme outil privilégié et du développement humain durable comme finalité.

³ C'est à dire une société ou l'économie marchande en vient à subordonner, voire à absorber les autres fonctions majeures du lien sociétal que sont le lien politique, affectif et symbolique. L'expression forgée par Karl Polanyi dans "la grande Transformation" a été reprise récemment par le Premier Ministre, M Lionel Jospin.

⁴ Le rapport de synthèse, nourri de ces tentatives, recherches et expérimentations, vous sera présenté à l'automne 2001.

La question des indicateurs ne peut être dissociée de celle des critères qui relève du débat sur les fins.

Le symptôme majeur de la dérive se lit quand l'ensemble du temps de vie devient un réservoir potentiel pour la marchandisation.

Le marché et la monnaie, un moyen et non une fin

Il s'agit de retrouver la force originelle du principe associatif à travers la logique coopérative du gagnant – gagnant.

Définir l'évaluation comme une délibération sur les valeurs, ce qui correspond à l'étymologie du terme, c'est refuser de la réduire à un simple exercice de mesure, lui-même référé aux catégories dominantes d'un économisme qui a coupé ses liens avec l'éthique et le politique. La question des "indicateurs" qui relève des outils ne peut donc être dissociée de celle des "critères" qui relève du débat sur les fins. Si l'économie, dans la direction des travaux du prix Nobel Amartya Sen, doit accepter de redevenir sinon une "science morale" du moins une science qui se reconnaît au service de finalités morales et politiques, il nous faudra donc nous interroger, tant en ce qui concerne la représentation de la richesse que sa circulation, sur l'orientation de la volonté collective, sur cette "volonté bonne", le bénévolat, dont le terme est si galvaudé et si peu compris. Rien n'indique mieux la transformation des moyens en fins, au cœur de l'économisme, que le fait de considérer le désir de gains monétaires, l'activité lucrative, comme un objectif se suffisant à lui-même. Et le symptôme majeur de la dérive vers des "sociétés de marché" se lit quand les outils de mesure de la monnaie, envahissent l'ensemble du champ sociétal jusqu'à faire de la totalité du temps de vie ce que les américains nomment le "life time value", un réservoir potentiel pour la marchandisation de toutes les activités humaines.

"Oui à l'économie de marché, non à la société de marché".

Cette phrase du Premier Ministre, si on la prend réellement au sérieux, nous conduit à faire du marché et de la monnaie un moyen et non une fin, l'économie marchande n'étant elle-même que l'une des composantes d'une économie plurielle au sein de laquelle sont pleinement reconnues d'autres formes économiques comme l'économie sociale et solidaire⁵. Il s'agit, on l'a compris, de retrouver, à l'aube de ce siècle, la force originelle du principe associatif⁶, celle qui cherche, à travers et au-delà l'économie, à substituer la logique coopérative des jeux gagnants/gagnants à la logique guerrière des jeux gagnants/perdants. Quel plus beau débat imaginer pour l'année du centenaire de la loi française de 1901 qui est aussi celle de l'année internationale du volontariat décidée par les Nations Unies !

⁵ Cf le rapport d'Alain Lipietz qui montre l'importance stratégique d'une alliance entre les acteurs historiques de l'économie sociale et les acteurs émergents de l'économie solidaire. Rapport commandé par Mme Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, sur le thème de l'opportunité d'un nouveau type de société à vocation sociale.

⁶ Cf notamment Roger Sue "Renouer le lien social. Liberté, égalité, association" (Ed Odile Jacob, Paris 2001); Jean Michel Belorgey, président de la Mission Interministérielle pour la célébration du centenaire de la loi de 1901, "cent ans de vie associative" (presse de Sciences Po, novembre 2000); Libres Associations de Bruno Rebelle et Fabienne Swiatly, Desclée De brouwer, 1999.

Première partie : des thermomètres qui rendent malades !

Des milliers de personnes sont guidées par des instruments de mesure qui comptabilisent positivement toutes les destructions

La croissance du PIB se moque de la nature des activités qu'elle additionne pourvu que celles-ci génèrent des flux financiers.

Devons nous nous réjouir d'un fort taux de croissance ?

Nous sommes condamnés à voir nos outils faciliter des comportements dangereux pour le bien commun.

Une personne sensée peut-elle prétendre que la marée noire, issue du naufrage de l'Erika, la grande tempête de décembre 1999, les accidents de la route et leur cortège lugubre de morts et de blessés, la catastrophe annoncée des conséquences de la maladie de la vache folle, constituent de bonnes nouvelles ? La réponse négative paraît aller de soi. Pourtant des milliers de personnes occupant des fonctions décisives dans nos sociétés dans le domaine économique, politique ou scientifique sont guidés en permanence dans leurs actions par des instruments de mesure qui ont l'étrange caractéristique de comptabiliser positivement toutes les destructions que nous venons d'évoquer.

La fameuse croissance du produit intérieur brut qui sert de boussole à la plupart de nos responsables a en effet ceci de remarquable qu'elle se moque de la nature des activités qu'elle additionne pourvu que celles ci génèrent des flux monétaires : dès lors qu'il faudra payer des garagistes pour dépanner et réparer les voitures endommagées, des cimentiers pour brûler les farines animales suspectées d'être à l'origine de la maladie de la vache folle, des médecins pour soigner les personnes victimes de la pollution de l'air, de l'eau, de la tempête, des employés d'entreprises de pompes funèbres pour enterrer les morts, il y aura des valeurs ajoutées monétaires qui seront enregistrées dans les comptabilités des acteurs économiques ; celles ci viendront ensuite gonfler, dans les grands agrégats publics de la comptabilité nationale⁷, notre produit intérieur brut dont la croissance ou la décroissance générera ensuite, du moins le croit-on, plus d'emplois ou plus de chômage.

Un bien curieux thermomètre

Nous disposons donc d'un curieux thermomètre puisque nous ne savons jamais s'il nous indique la bonne température. Devons nous nous réjouir d'un fort taux de croissance de notre produit intérieur brut? Oui, s'il s'agit de créer des richesses et des emplois susceptibles d'améliorer le niveau et la qualité de vie d'une collectivité. Non, si cette croissance est due à l'augmentation des accidents, à la progression de maladies nées de l'insécurité alimentaire, à la multiplication des pollutions ou à la destruction de notre environnement naturel. Faute d'établir un minimum de distinction, de nous limiter à une comptabilisation monétaire, sans procéder à une évaluation de la nature des richesses produites ou détruites, nous sommes condamnés à voir nos outils actuels faciliter des comportements dangereux du point de vue du bien commun.

⁷ Voir Annexes

La comptabilisation actuelle accorde une prime à la destruction et à la réparation au détriment de la prévention.

Les véritables victimes du système n'imaginent même pas l'étrange mélange qui compose cette croissance.

A moyen et à long terme tout le monde est perdant dans ce jeu dangereux.

L'amoralisme de l'économie se transmet à toutes les activités humaines.

1/les effets pervers de notre représentation de la richesse

Les formes actuelles de comptabilisation de la richesse ont ainsi pour effet d'accorder une sorte de prime à la destruction et à la réparation lourde au détriment de la prévention⁸ et de réparations moins coûteuses si la "casse"⁹ écologique, sociale ou sanitaire était moins importante. Les "casseurs", ou les bénéficiaires de la casse, qui vont voir gonfler leur chiffre d'affaires, ne sont guère intéressés à la limitation de la destruction et les payeurs (pour l'essentiel l'Etat, la Sécurité sociale et les collectivités locales) sont eux-mêmes financés par des impôts ou des cotisations assises sur les flux monétaires, ceux liés aux activités destructrices étant loin d'être négligeables. Les véritables victimes du système que sont les citoyens-contribuables n'ont, eux, guère les moyens de se faire entendre et ils n'imaginent d'ailleurs même pas, pour la plupart, l'étrange mélange qui compose cette croissance dont ils pensent le plus grand bien.

Une prime à la myopie

C'est aussi une prime à la myopie, à la logique du court terme et de la courte vue car les bénéfices apparents que les casseurs et les payeurs tirent d'un tel système ne sont évidemment pas durables. A moyen et à long terme tout le monde est perdant dans ce jeu dangereux. Mais comme les comptabilités, les distributions de dividendes et les élections rythment un temps de plus en plus court il est difficile de trouver, fut ce dans l'Etat pourtant gardien par construction des enjeux du temps long, des acteurs réellement intéressés à un chantier aussi vaste que complexe.

Une prime à l'incivisme et à l'amoralisme

C'est encore une prime à l'incivisme et à l'amoralisme puisque l'amoralisme méthodologique de l'économie comme discipline se transmet, dès lors que l'économie devient une véritable norme sociale et culturelle au sein d'une société de marché, à toutes les activités humaines : quand la question de la rentabilité prime celle du bien, et singulièrement celle du bien public, c'est le cœur du processus éducatif qui se trouve gravement perturbé. Pourquoi transmettre à nos enfants des notions comme

⁸ C'est ainsi que la médecine préventive ne compte que pour 17,2 milliards de francs dans la consommation médicale totale de 766,6 milliards de francs en 1999. Insee, France : Portrait social. 2000 (voir document en annexe)

⁹ pour reprendre un terme souvent utilisé par Bertrand Schwartz (Moderniser sans exclure)

Une telle logique fonde le mythe des producteurs et des ponctionneurs.

Elle donne de l'Etat une simple image de parasite.

La destruction peut être créatrice du fait du projet technique

Il nous faut comprendre comment l'économie va donner un sens nouveau aux concepts de richesse, de production et d'utilité

l'altruisme, le mérite ou le civisme s'ils ont en permanence pour modèle une réussite financière fondée sur l'individualisme, l'argent facile et le contournement des règles et des lois comme art supérieur du management?

Les conséquences d'une telle logique sont redoutables : elles fondent le mythe des "producteurs" et des "ponctionneurs" ; d'un côté, les entreprises censées être seules productrices de richesse alors qu'elles ne peuvent remplir leur fonction qu'en transformant des ressources écologiques et humaines; de l'autre, toutes les activités sociales et écologiques qui sont censées être financées par un prélèvement de richesse économique. Elles condamnent les associations à quémander leurs moyens d'existence à l'Etat ou à les rechercher sur le marché faute de disposer de ressources en rapport avec les richesses sociales qu'elles contribuent à créer ou à préserver. Elles ignorent les conditions anthropologiques et écologiques sans lesquelles aucune richesse économique ne serait possible. Elles font de l'Etat et de l'ensemble des services publics un secteur suspecté en permanence d'être parasitaire.

Pourquoi les anciens outils sont-ils plébiscités ?

Certains répondront , en citant Schumpeter¹⁰ que l'économie se fonde certes sur une forme de destruction mais que celle ci est "créatrice" du fait du progrès technique. Mais, dans cette perspective, il nous faudrait disposer d'un outil capable de reconnaître la "bonne" destruction de la mauvaise ce qui, on l'a vu, n'est pas le cas du PIB. Nous sommes donc renvoyés au même problème qui est de changer de thermomètre. Ce sera l'objet des propositions de la deuxième partie de ce rapport. Mais il ne sert à rien de réfléchir à de nouveaux outils si l'on ne comprend pas les raisons pour lesquelles les anciens sont plébiscités. Il nous faut donc comprendre pourquoi et comment sont nées les tables de nos lois économiques qui structurent, dans une véritable religion de l'économie, le cœur des croyances et des comportements de nos contemporains.

Un bref retour historique s'impose

Un bref retour historique s'avère ici nécessaire pour comprendre les conditions dans lesquelles l'économie va assurer son autonomie par rapport au religieux, à l'éthique et au politique, en donnant un sens nouveau aux concepts de richesse, de production et d'utilité. La construction des systèmes de comptabilité qui structurent encore notre représentation s'inspire en effet directement de ce bouleversement.

¹⁰ J Schumpeter, Capitalisme, socialisme et démocratie

2/ Un bref retour historique

21 - Richesse, valeur, utilité : le bouleversement culturel de la société de marché

Loin des schémas du libéralisme et du marxisme, l'histoire met en évidence des sociétés humaines où l'économie occupe un rôle secondaire

L'individu n'est que particule élémentaire

Le XVII^{ème} siècle voit émerger une économie qui récuse toute distinction morale et traite la nature comme un matériau malléable.

S'il est un trait commun de la plupart des civilisations c'est la dévalorisation des notions de travail, de production et d'une manière générale de la sphère économique¹¹. Loin du schéma culturel commun au libéralisme et au marxisme pour qui l'économie est une infrastructure déterminante et première, l'histoire anthropologique met en évidence des sociétés humaines où l'économie occupe un rôle secondaire. La division sociale des rôles se double d'une division sexuelle : entre le travail déshonorant dévolu aux esclaves¹² et la politique noble réservée aux mâles, **la Grèce** invente un espace intermédiaire qui sera dévolu aux femmes : celles ci, occupées aux tâches domestiques (oikos, nomos = la loi de la maison¹³) s'occupent de l'intendance pendant que leurs époux débattent sur l'agora. Sous des formes diverses toutes les civilisations placeront l'économie au second plan et c'est encore le cas aujourd'hui de la plus grande part **des cultures d'Asie et d'Afrique** pour lesquelles l'extension, via la mondialisation, de notre modèle culturel constitue un choc difficilement assimilable.

Dans cette perspective la seule économie qui vaille est "l'économie du salut". Le **Moyen âge chrétien** a développé cette vision dont il faut comprendre toute la force : dans des sociétés où la moyenne de vie ne dépassait pas trente ans et où la croyance en une autre vie était générale, la seule question sérieuse de l'ici bas était de préparer l'au delà, en particulier pour éviter la damnation éternelle. La sphère morale se déduisait de la vision religieuse et le politique, son bras séculier, tirait sa légitimité du "droit divin". Dans cette société d'ordre l'individu n'existe pas. Il n'est qu'une particule élémentaire¹⁴ d'un tout cosmique et social; il n'y a pas non plus de raison autonome puisque celle ci, même réhabilitée par Thomas d'Aquin, se doit d'être servante de la Révélation.

Or nous voici désormais dans un nouveau monde, qui émerge lentement du **XVII^{ème} siècle** où la nouvelle loi montante, celle de l'économie, récuse toute distinction morale, tout rapport au religieux, s'émancipe du politique, traite la nature non comme un cosmos mystérieux mais comme un matériau malléable et ne connaît que trois catégories pour se refonder sur les ruines de ce

¹¹ voir Annexes, texte cité par Alain Caillé

¹² le mot travail lui même vient du latin "tripalium", instrument destiné à retenir les chevaux pendant qu'on les ferre mais aussi à torturer sur un triple pieu.

¹³ que le latin traduit par domus

¹⁴ le mot individu en latin est le même qu'atome en grec

faire retour sur le bouleversement mental et social qui a conduit à faire de la production de biens matériels le critère de la valeur et de la réussite.

Les Lumières ont inventé l'individu exerçant sa raison critique

La révolution disqualifie le clergé et la noblesse pour cause d'improductivité

désir. Comment ce bouleversement radical dont nous sommes les héritiers a-t-il pu se produire ? On ne comprend pas l'incroyable force qui s'oppose, dans nos sociétés, à la prise en compte des enjeux écologiques, éthiques et spirituels si l'on ne fait pas retour sur le bouleversement mental et social qui a conduit nos sociétés à faire de la production de biens matériels vendus sur un marché le critère par excellence de la valeur et de la réussite. Il faut comprendre le cœur des temps modernes si, au moment où nous en constatons les dégâts écologiques et sociaux, nous voulons entrer dans la nouvelle ère qui s'ouvre en conservant le meilleur de leur lumière tout en nous préservant de leurs conséquences les plus contestables.

22 - Une triple révolution fondatrice

Cette économie marchande à ce point dominante qu'elle se mue en "société de marché" capable de subordonner le droit¹⁵ et le politique, de marchandiser la vie privée, de breveter le vivant, d'organiser des "permis de polluer", bref tout ce qui nous paraît aujourd'hui dangereux, elle est fille de trois révolutions émancipatrices qui nous tiennent à cœur et dont nous ne sommes pas prêts, sans précautions, à récuser l'héritage.

La première, intellectuelle et culturelle, invente l'individu et l'autonomie de la raison. La seconde, politique, récuse les sociétés d'ordre et fonde la légitimité du pouvoir, non sur le droit divin, mais sur la volonté générale des citoyens. La troisième, technologique et scientifique, fait du Progrès et de l'Histoire le nouveau sens possible de la vie personnelle et collective. On aura reconnu l'Europe des Lumières préparée par la Renaissance, les révolutions britanniques, américaines et françaises et l'entrée dans l'ère industrielle. Et ce sont paradoxalement les révolutions politiques du XVIIIème et les révolutions sociales du XIXème et du XXème siècles qui vont créer le terreau où croîtra ensuite l'économie triomphante. Quel est en effet l'argument majeur qu'invente la révolution politique, en particulier la française, pour discréditer les sociétés d'ordre? celui de l'improductivité. C'est parce qu'ils sont économiquement parasites que le clergé et la noblesse se voient disqualifiés socialement et politiquement. Et c'est ce même argument que les révolutions sociales reprendront ensuite, mais cette fois contre la bourgeoisie et au bénéfice du prolétariat.

Notons aussi que le renversement des monarchies de droit divin n'est possible que parce que les Lumières ont inventé l'individu exerçant sa raison critique. Pas de citoyenneté, pas de

¹⁵ cf le projet d'accord multilatéral d'investissement (AMI) préparé au sein de l'OCDE et prévoyant de subordonner des droits sociaux ou politiques au droit commercial.

Le XIX^{ème} voit apparaître un renversement culturel dans la définition de la richesse, de l'utilité et de la valeur.

C'est une simple convention qui permet de valoriser certaines activités et d'assurer à l'économie son statut de science objective.

République, au sens moderne du terme, sans ces individus assemblés et raisonnables fondant le droit et construisant "la volonté générale" .

C'est dans cette perspective que l'on peut comprendre le considérable renversement culturel dont témoignent les définitions de la richesse, de l'utilité et de la valeur qui vont apparaître au XIX^{ème} siècle chez des auteurs comme Malthus, Jean Baptiste Say, Auguste et Leon Walras ainsi que le souligne Dominique Meda dans une remarquable enquête historique sur l'origine contemporaine du concept de richesse¹⁶.

Malthus ou la définition de la richesse

Ainsi Malthus qui écrit en 1820 *Principes d'économie politique* dont le chapitre inaugural porte sur la définition de la richesse : toute sa tentative vise à donner une définition du terme qui permet à la science naissante qu'est l'économie d'assurer son autonomie par rapport à d'autres disciplines. Pour ce faire il lui faut d'abord récuser les définitions trop restreintes, telles celle des physiocrates pour qui la seule richesse vient de la terre, car Malthus s'attache à intégrer des produits liés à l'émergence de l'industrie; mais il ne veut pas non plus d'une définition trop large et qualitative, non pour des raisons ayant trait à la richesse elle même, mais afin d' éviter "d'introduire beaucoup de confusion dans la science de l'économie politique".

Nous sommes ainsi en présence d'une convention dont le double objectif est de valoriser certaines activités plutôt que d'autres (en l'occurrence ici les productions matérielles et marchandes) et d'assurer à l'économie les moyens d'affirmer son autonomie en lui donnant le statut d'une science objective assise sur des comparaisons quantitatives.

C'est pourquoi nous allons trouver, chez Malthus, la plupart des grandes contradictions qui sont encore les nôtres aujourd'hui :

- celle qui porte sur l'addition comptable de productions diverses : "nous ne pouvons aborder, écrit-il, sous le point de vue pratique, aucune discussion sur l'accroissement relatif de la richesse chez les différentes nations si nous n'avons un moyen quelconque, quelque imparfait qu'il soit, d'évaluer la somme de cet accroissement". La tentation sera dès lors grande d'adopter, un étalon unique, la monnaie, et d'abandonner toute tentative d'évaluation de la nature des richesses elles mêmes;

¹⁶ Bien d'autres auteurs pourraient être cités à commencer par Smith, Ricardo et Marx. Mais nous nous limitons ici, dans le cadre de ce rapport à quelques noms en suivant l'argumentation historique éclairante de Dominique Meda dans "Qu'est ce que la Richesse?", Aubier, 1999.

Le refus de considérer comme productif le travail domestique

la non productivité des services publics

L'utilité d'une chose lui donne de la valeur car elle la rend désirable et porte à faire un sacrifice pour la posséder.

- le refus de considérer comme productif le travail domestique : "quoiqu'il soit avéré que les services personnels sont un aiguillon actif pour la production de richesse, on ne pourra jamais prétendre qu'ils y ont une part directe". Sinon nous dit Malthus "le mot (richesse) cesserait d'avoir une signification claire et utile". Il faudra attendre les travaux d'Annie Fouquet et Ann Chadeau¹⁷ au début des années quatre vingt sur la valorisation du travail domestique pour qu'une première tentative permette enfin de sortir de cette contradiction;

- la thèse de la non productivité des services publics qui ne brille guère par sa clarté : "si un employé du gouvernement fait exactement le même genre de travail que le commis du marchand ..., il doit être regardé comme un ouvrier productif; et c'est un des nombreux et fréquents exemples d'ouvriers qui sont toujours ou parfois productifs, et qui appartiennent à des classes de la société dont le plus grand nombre peut, à juste titre être regardé comme improductif. ".

- celle, enfin, qui introduit un argument de "front inversé" pour couper court à tout débat sur le changement d'outil de mesure en transformant paradoxalement ses adversaires en obsédés de la mesure, incapables de voir "des sources de bonheur autres que celles qui proviennent d'objets matériels", que l'on ne saurait " sans le plus grand abus, être mises au rang des objets grossiers dont se compose la richesse des nations".

J. B. Say et la définition de l'utilité

Le second auteur clef , JB Say, va introduire, avec la définition de l'utilité, une innovation majeure dont nous n'avons pas fini de vivre les conséquences. C'est dans son **Traité d'économie politique** qu'il propose d'appeler utilité "cette faculté qu'ont certaines choses de pouvoir satisfaire aux divers besoins des hommes ". Say va introduire un lien fondamental entre trois concepts que nous aurons l'occasion de retrouver jusqu'à notre époque contemporaine : l'utilité, le désir, le sacrifice, eux mêmes au cœur du processus de création d'un quatrième élément aussi décisif que toujours mystérieux: la valeur.

"Pourquoi, écrit-il, l'utilité d'une chose fait-elle que cette chose a de la valeur ? Parce que l'utilité qu'elle a la rend désirable et porte les hommes à faire un sacrifice pour la posséder". Et si on lui répond qu'il y a des choses "qui ont de la valeur et n'ont pas d'utilité, comme une bague au doigt, une fleur artificielle" Say rétorque : " Vous n'entrevoiez pas l'utilité de ces choses parce que vous n'appelez utile que ce qui l'est aux yeux de la raison, tandis qu'il faut entendre par ce mot tout ce qui est propre à

¹⁷ Cf Annexes

Ainsi l'économie se détache de la morale et de tout référent extérieur

La science économique va abandonner son titre d'économie politique pour devenir économie pure

satisfaire les besoins, les désirs de l'homme tel qu'il est. Or sa vanité et ses passions font quelquefois naître en lui des besoins aussi impérieux que la faim. Lui seul est juge de l'importance que les choses ont pour lui et du besoin qu'il en a. Nous n'en pouvons juger que par le prix qu'il y met".

Ainsi comme le note Jean Joseph Goux ¹⁸ l'économie se détache non seulement de la morale mais de tout référent extérieur : "c'est l'émancipation d'avec toute la philosophie morale qui est en jeu... JB Say conçoit très bien qu'avec cette notion radicale de l'utilité (..) il donne congé à tout jugement moral et il s'en félicite. Car ce congé exonère l'économie politique de la responsabilité du jugement éthique, et il trace, par là, une ligne de démarcation nette entre cette discipline encore nouvelle (...) et la science de l'homme moral et de l'homme en société".

Walras : les conséquences de la redéfinition de l'utilité

Nous retiendrons enfin le nom de Walras, père et fils, qui pousseront jusqu'à ses conséquences logiques les plus radicales cette redéfinition économique de l'utilité. Le premier, Auguste Walras, dans *De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur* résume bien le décalage croissant entre éthique et économie : "il y a donc cette différence entre la morale et l'économie politique que la première n'appelle utiles que les objets qui satisfont à des besoins avoués à la raison, tandis que la seconde accorde ce nom à tous les objets que l'homme peut désirer, soit dans l'intérêt de sa conservation, soit par effet de ses passions et de ses caprices". Comme l'explique Jean Joseph Goux "la science économique est prête pour un nouveau saut. Elle abandonnera bientôt, sans trop de scrupules, son titre d'économie politique pour devenir économie pure...poussant son indifférence axiologique et son mouvement d'abstraction et de démoralisation jusqu'à rejeter comme métaphysique toute question sur les raisons et les déraisons de l'utile, et sur ce qui détermine plus profondément la valeur ou la non valeur attribuée aux choses"

Léon Walras, le fils, célèbre théoricien de l'économie marginaliste, systématisera encore cette évolution dans *Eléments d'économie politique pure*(1926) : "je dis que les choses sont utiles dès qu'elles peuvent servir à un usage quelconque et en permettant la satisfaction. Ainsi il n'y a pas à s'occuper ici des nuances par lesquelles on classe, dans le langage de la conversation courante, l'utile à côté de l'agréable entre le nécessaire et le superflu. Nécessaire, utile, agréable et superflu, tout cela, pour nous, est seulement plus ou moins utile

¹⁸ "L'utilité : équivoque et démoralisation", revue du Mauss, 1996,p 109. (cité par Dominique Meda op cité, pp 47)

(...) qu'une substance soit recherchée par un médecin pour guérir un malade ou par un assassin pour empoisonner sa famille, c'est une question très importante à d'autres points de vue, mais tout à fait indifférente au nôtre. La substance est utile, pour nous, dans les deux cas, et peut être plus dans le second que dans le premier"¹⁹.

23 - D'où émergera notre modernité ...

Va émerger la nouvelle loi montante de l'économie qui récuse toute distinction morale, tout rapport au religieux, et s'émancipe du politique.

Elle ne connaît que trois catégories : l'individu, le désir et la raison calculatrice

Tel est donc ce bouleversement qui va faire émerger ce nouveau monde où la nouvelle loi montante, celle de l'économie, récuse toute distinction morale, tout rapport au religieux, s'émancipe du politique et ne connaît que trois catégories pour se refonder sur les ruines de l'ancien : l'individu, le désir, la raison calculatrice au service de ce désir. Cette naissance s'accompagne d'une formidable énergie, mentale tout autant que mécanique, et ce n'est sans doute pas par hasard si c'est dans ce domaine énergétique que la révolution industrielle - révolution du désir technicien accouchant de machines à haut rendement énergétique- accomplira ses plus grandes prouesses. Et c'est cette même énergie que l'on retrouvera à l'œuvre lorsqu'il s'agira, après la seconde guerre mondiale, de reconstruire l'Europe dévastée et la faire entrer complètement dans la seconde révolution industrielle.

Mais avant d'aborder ce second grand moment historique, à la racine de nos représentations actuelles de la richesse, revenons sur deux conséquences majeures de ce bouleversement. La première concerne, pour l'essentiel, la tradition libérale. La seconde, touche, et cela peut paraître plus étonnant, la tradition marxiste.

...où le libéralisme

Le prix de la promotion du désir détaché de toute norme, c'est l'abandon de la recherche du « bien commun »

Ce que le libéralisme économique va devoir assumer, c'est le prix de cette promotion du désir détaché de toute norme, de cet individu "hors société" et de cette économie découplée du politique et de l'éthique. Ce prix c'est, pour l'essentiel, l'abandon de la recherche du "bien commun", les vices privés étant censés, par le tour de passe-passe de "la main invisible du marché", se transformer en vertus publiques²⁰.

¹⁹ Walras sera le premier conscient des conséquences désastreuses qu'une telle rupture entre économie et éthique peut entraîner. Il sera ainsi l'un des théoriciens de l'économie sociale présentée comme une nouvelle façon de faire de l'économie politique en intégrant les problèmes sociaux (cf son ouvrage *Etudes d'économie sociale* " publié en 1896.

²⁰ Selon les formules fameuses de Smith pour "la main invisible du marché" et de Mandeville dans "la fable des abeilles" sur "la transformation des vices privés en vertus publiques".

Quand le politique calque ses valeurs, ses références, ses critères d'efficacité sur ceux de l'économique, alors l'équilibre de la société est menacé.

Nous entrons dans un univers où ce qui n'a pas de prix n'a pas de valeur !

Le marxisme va, sur ce terrain partager le même socle culturel que le libéralisme

Ce que résume bien l'exemple de la drogue qui, d'un point de vue économique, a la même valeur selon qu'elle sert à guérir ou à empoisonner, c'est que l'économie dans sa quête d'autonomie coupe les ponts avec l'univers de la valeur au sens éthique du terme. Dans des sociétés où le poids du religieux, de l'éthique et du politique restera fort, cette amoralisme radical de l'économie moderne ne produira que des effets limités. Mais quand l'économie devient à ce point déterminante que, pour reprendre le concept de Polanyi, ce n'est plus seulement une économie de marché, mais une "société de marché" qui se met en place au point que le politique lui même calque ses valeurs, ses références, ses critères d'efficacité et d'efficience sur ceux de l'économique, alors l'équilibre de l'ensemble sociétal est gravement menacé : nous passons d'un univers où ce qui a vraiment de la valeur n'a pas de prix, pour rentrer dans un autre, que nous voyons se mettre en place sous nos yeux, où ce qui n'a pas de prix n'a pas réellement de valeur.

.... rejoint le marxisme....

On aurait pu penser que, face à cette approche, une vision alternative aurait pu naître. Or il n'en fut rien car le marxisme, va, sur ce terrain de la représentation de la richesse²¹, partager le même socle culturel que le libéralisme. Les deux grandes idéologies du XIXème et du XXème siècle vont en effet se forger et s'accorder, malgré la violence de leurs conflits sociaux et politiques, sur l'idée que l'essentiel, l'infrastructure, réside désormais dans l'économie, fondatrice, par le travail productif, de toute richesse possible.

... dans le même aveuglement.

On retrouvera, dès lors, dans les deux grandes traditions, les mêmes points aveugles, ceux là mêmes qu'entérineront les systèmes de comptabilités nationales qui naîtront après la seconde guerre mondiale:

- l'impensé écologique, la nature étant traitée comme pur facteur de production, les biens abondants et gratuits que sont l'air, l'eau et la terre n'ayant en eux mêmes aucune valeur ;
- l'impensé éthique, celui du libéralisme pour lequel n'importe quel désir a une valeur économique dès lors qu'il est solvable, celui du marxisme pour lequel il n'y a pas de morale transcendante à l'histoire;

²¹ Et même de la monnaie dont seule la distribution est contestée mais sans véritable critique de l'extension du champ de la monétarisation; cf Bernard Perret : "les nouvelles frontières de l'argent".

pas d'autonomie réelle du politique permettant de construire une vraie pensée de la démocratie.

pas de prise en compte de l'ampleur du fait passionnel.

C'est lorsque l'état a pris les rênes de la politique industrielle que le concept de croissance économique vient à s'identifier à la notion de progrès

- l'impensé politique, l'Etat se trouvant réduit à être le garant du marché dans la version libérale, l'instrument de la domination de classe dans la version marxiste; il n'y a pas dès lors d'autonomie réelle du politique permettant de construire une vraie pensée de la démocratie : réduite à une dimension minimale dans le libéralisme, elle est dénoncée comme formelle dans le marxisme;

- l'impensé anthropologique, l'homo economicus étant supposé être un calculateur rationnel du marché ou de l'histoire; il n'y a pas de prise en compte sérieuse, dans ces deux grandes représentations, de l'ampleur du fait passionnel et du continent souterrain que dévoilera la psychanalyse²².

On conçoit que lorsque l'Europe, confrontée à ses ruines, dut inventer une comptabilité destinée à faciliter sa reconstruction, c'est moins à ces points aveugles écologiques, éthiques et humains qu'elle songea²³ : la tâche prioritaire était de produire en grande quantité des biens agroalimentaires et industriels . Les systèmes de comptabilité nationaux allaient servir à cela.

3/La comptabilité nationale et la fascination de l'ère industrielle

Le concept de croissance économique

Comme le fait remarquer Jean Gadrey , c'est lorsque l'Etat a pris les rênes de la politique industrielle et de la planification (en France après la Seconde guerre mondiale) que les idées que nous venons d'évoquer se sont muées en outils de mesure, en institutions, en chiffres lancés dans le débat public comme indicateurs du progrès. C'est alors que le concept de croissance économique qui mesure la variation positive du PNB (produit national brut) devient central et en vient à s'identifier pratiquement à la notion de Progrès.

²² Certes, sur tous ces sujets, Marx lui même est beaucoup plus riche, complexe et en partie contradictoire, que l'idéologie auquel il a donné naissance, fut ce à contre cœur. Mais les théoriciens libéraux ne sont pas réductibles non plus à l'idéologie libérale. Nous ne nous intéressons ici qu'aux aspects idéologiques globaux du marxisme et du libéralisme afin de comprendre pourquoi ils ont produit des effets convergents quant à la représentation de la richesse. L'étude théorique des théoriciens eux mêmes ne relève pas de cet exercice.

²³ Ces préoccupations, comme l'a montré François Fourquet, dans son livre consacré à la naissance de la comptabilité nationale en France, n'étaient pas absentes de ceux qui ont construit nos outils comptables et statistiques. Mais ils étaient persuadés que la modernisation industrielle du pays était le meilleur garant contre les dérives que le pétainisme, nourri de valeurs rurales, avait véhiculées. On retrouve ici l'idée, commune à tous les économistes de l'époque que c'est l'infrastructure qui détermine la culture et les moeurs. Les comptes de la Puissance, Encres, 1981.

La définition de la croissance économique porte sur des flux.

Elle est indépendante de la qualité des biens produits ou consommés.

L'économie du « bien être » est en réalité l'économie du « beaucoup avoir »

Partons de la définition que donne cet auteur sur la croissance économique : "c'est le taux de progression, d'une période à une autre, des flux de biens produits et/ou consommés dans un espace institutionnel donné : entreprise, branche, espace national, régional ... etc.. " Pour bien fonctionner cette opération suppose que "les transformations de la production portent essentiellement sur les unités, que l'on retrouve les mêmes standards de produits au cours des périodes successives et que des conventions stables existent sur ce qu'il importe de retenir comme type de produits comptabilisés.²⁴ " Elle porte donc sur des flux, et surtout elle est indépendante de leur qualité, des biens produits ou consommés.

Ce type d'outil, notons le à nouveau, se présente donc toujours comme une convention construite en fonction d'objectifs : avec les physiocrates il fallait valoriser la terre et l'agriculture, avec Malthus, Smith, Say (mais aussi Ricardo et Marx) il s'agit de construire l'autonomie de la science économique naissante et de valoriser l'entrée dans la première révolution industrielle; après la seconde guerre mondiale il s'agit en Europe de favoriser la reconstruction matérielle et de faire entrer pleinement chaque pays dans la seconde révolution industrielle.

On peut comprendre le caractère utile et en partie opératoire de ces définitions dans le contexte de la période "fordiste" caractérisée par une production et une consommation de masse à base principalement matérielle de biens fortement standardisés, bénéficiant d'économies d'échelle, de la mécanisation de l'agriculture, de l'automation industrielle.

Mais tout change avec les conséquences de la mutation informationnelle tant en ce qui concerne les produits eux mêmes (processus de "démassification", variété croissante, innovations qui réduisent les cycles de vie, individualisation des solutions et "sur mesure") que dans le rôle majeur de l'intelligence humaine qui va bouleverser la donne classique de l'ère industrielle²⁵.

En outre comme le note Jean Gadrey la prétendue économie du "bien être" était en réalité une économie du "beaucoup avoir" ce qui n'est pas sans conséquences lourdes sur le plan culturel voire civilisationnel.

²⁴ Nouvelle économie, nouveau mythe?, p 44.

²⁵ Cf Manuel Castells, Jeremy Rifkin et, en France, René Passet : "L'Economie et le Vivant"; Jacques Robin : "Changer d'ère", André Gorz : Misères du présent, Richesses du possible".

*La révolution
informationnelle a
commencé par
détruire des millions
d'emplois
« standardisables »*

*Sauf dans le secteur
des services
relationnels où la
machine ne peut
remplacer l'humain.*

*Dans ce
secteur(éducation,
santé...) le concept
de productivité
devient contre
productif.*

Un autre thermomètre à manier avec précaution : la productivité

Le problème est redoublé avec l'autre indicateur fétiche de notre modèle de croissance : la productivité qui mesure le temps humain passé à fabriquer un produit . On conçoit que, dans le cas d'une production matérielle, cet indicateur soit intéressant : grâce au tracteur, le paysan mettra moins de temps à labourer son champ; grâce au robot l'automobile sera construite plus rapidement et coûtera moins cher; grâce à l'ordinateur des calculs complexes seront réalisés plus vite etc. Bref la machine à créer toujours plus de biens avec moins de travail humain sera sans cesse alimentée.

Mais qu'arrive-t-il si nous quittons l'univers des biens pour entrer dans celui des "liens" ? Il n'y a de solution en effet au problème du chômage généré par les progrès de productivité que si de nouveaux emplois se créent dans des secteurs où le progrès de productivité ne chasse pas en permanence l'être humain.

On a cru, un temps, le trouver dans l'ensemble du secteur tertiaire qui récupérerait, après l'exode rural, les personnes touchées par "l'exode industriel". Mais la révolution informationnelle a commencé à détruire des millions d'emplois dans les services dits "standardisables" : un distributeur automatique de billet peut remplacer le geste de guichetier et des secteurs économiques entiers comme les banques et les assurances sont touchés à leur tour par le sous emploi.

Le seul secteur à ne pas être atteint, par nature, c'est celui des services relationnels : si l'essence du service rendu réside dans la relation humaine, remplacer l'humain par une machine devient une absurdité. Un enseignant peut utiliser l'ordinateur pour améliorer sa pédagogie mais il ne peut être remplacé par l'ordinateur car ce dont ses élèves ont avant tout besoin c'est d'être au contact d'un adulte qui les aide à grandir et à apprendre le difficile et passionnant métier d'homme, métier central dont tous les autres, dans l'ordre des savoirs et des savoirs faire, ne sont que des déclinaisons.

C'est ainsi que les principaux pôles de développement de nos économies reposent désormais sur des secteurs comme l'éducation et la santé qui exigent une très forte intervention humaine, en temps consacré comme en qualité relationnelle²⁶. Et là le concept de productivité devient carrément contre-productif. Prenons, comme le propose Jean Gadrey, l'exemple des services de santé. L'approche en termes de productivité

²⁶ Voir sur ce point les hypothèses stimulantes de Roger Sue dans son ouvrage sur l'économie quaternaire et celles d'Alain Lipietz dans son rapport sur le "Tiers secteur" (ouvrage cités) ainsi que les livres de Dominique Taddei (les 35 heures et l'emploi) Guy Roustang et Guy Aznar consacrés aux nouvelles formes d'emploi.

La comptabilisation actuelle fait que les politiques préventives ont pour effet de réduire la croissance.

supposerait que l'on mesure les flux d'actes, de traitements médicaux et chirurgicaux, de patients traités. On voit bien que c'est absurde. Ce qui compte en matière de santé c'est non le nombre de fois où l'on va chez le médecin mais le fait de savoir si l'on est guéri. Or, avec la comptabilisation actuelle, les politiques préventives ont pour effet paradoxal de réduire la croissance.

Il est donc temps de changer de thermomètres

Ainsi nous disposons d'un outil forgé pour favoriser une croissance matérielle de nature industrielle ou agro-alimentaire qui devient globalement inadapté et même en grande partie contre-productif lorsqu'il s'agit d'affronter les trois grands défis de l'avenir que sont l'entrée dans l'ère informationnelle et la révolution du vivant, l'importance devenue vitale des enjeux écologiques et le rôle majeur que jouent désormais les services et singulièrement les services relationnels comme l'éducation, la santé, les activités de proximité dans notre développement. Bref il est temps de changer de thermomètres !

4/ La double face de la monnaie : doux commerce et guerre économique.

De l'évolution de la monnaie

Si l'on veut dépasser le troc, il faut adopter une unité de compte unique

Nous devons d'autant plus nous pencher sur ces curieux thermomètres que leurs graduations, les unités monétaires, changent quotidiennement. On sait en effet que la première des fonctions de la monnaie est d'être une unité de compte : si l'on veut dépasser l'échange sous forme de troc on conçoit qu'il est utile d'adopter, au sein d'une collectivité, une unité de compte unique et de libeller toutes les valeurs en cette unité afin de pouvoir échanger facilement des biens. On retrouve la même nécessité que celle qui a donné naissance à d'autres systèmes de mesure pour échanger du temps (les heures, minutes, secondes etc.) des poids (les kilos et les grammes..) ou, dans le domaine des longueurs, le choix du système métrique plus universel que les systèmes fondés sur la morphologie humaine comme le pied et le pouce. Mais justement : imagine-t-on la pagaille qu'introduirait une bourse des kilos et des mètres changeant de valeur quotidiennement !

Cet étalon permet d'additionner des éléments hétérogènes et donc de démultiplier les échanges.

La monnaie moyen d'échange et étalon

C'est pourtant ce qui se passe avec la monnaie. Comme unité de compte c'est en effet **un étalon** permettant d'additionner des éléments hétérogènes et c'est grâce à elle que **l'échange** peut se démultiplier. Mais une vraie unité de compte ne peut avoir de valeur par elle-même sauf à varier. C'est bien cependant ce que

Les billets et pièces ne représentent qu'une toute petite partie de la masse monétaire en circulation.

La monnaie n'est donc pas de « l'argent »

Vers quoi s'acheminent nos sociétés à vouloir tout transformer en monnaie?

l'on fait en utilisant, comme vecteur monétaire, des biens ayant eux mêmes de la valeur comme les têtes de bétail²⁷ ou , pendant une brève période historique, des métaux précieux comme l'or et l'argent. Cette courte période de l'histoire de l'humanité s'est révélée décisive dans la représentation de la monnaie puisque, encore aujourd'hui, on parle "d'argent" alors que le dernier lien qu'une monnaie, le dollar, entretenait encore avec un métal précieux, l'or, a été coupé en 1971 par le président américain de l'époque, Richard Nixon.

Depuis nous vivons à l'heure de la monnaie-information, simple signe transmis électroniquement par virement, carte de crédit ou par chèque. Les billets de banque qui mirent si longtemps à s'imposer, car il était difficile d'avoir confiance en un simple bout de papier, et nos fameuses pièces "sonnantes et trébuchantes" ne représentent plus qu'une toute petite partie (moins de 15%) de la masse monétaire en circulation. Gageons que s'il n'y avait pas d'économie maffieuse, de blanchiment et de valises de billet cette masse serait encore plus réduite. Autant dire que la monnaie n'est pas de l'argent, qu'elle ne l'a, historiquement presque jamais été.

Cela ne nous empêche pas de continuer à parler d'argent, à croire (faut il dire "dur comme fer"?) que la monnaie a de la valeur en elle même et à ôter en revanche leur valeur aux humains et à la nature qui sont pourtant, par leur échange transformateur, les seules sources réelles de valeur. On se souvient de l'histoire du roi Midas qui avait fait le vœu de voir tout changer en or. Exaucé, il fut condamné à mourir de faim et de soif puisque toute nourriture et toute boisson, conformément à son souhait, s'était changée en minéral.

Nos sociétés matériellement sur développées mais en voie de grave sous développement éthique et spirituel feraient bien de méditer cette légende. Car à vouloir tout transformer en monnaie, à croire que la monnaie a de la valeur et que la nature et les humains n'en n'ont pas (ou si peu!), elles s'acheminent vers une fin aussi tragique.

La monnaie réserve de valeur

Cette confusion sur la monnaie, source de valeur, est d'autant plus forte que la monnaie est belle et bien déclarée "réserve de valeur". Qu'entend on par là exactement ? que la valeur monétaire actuelle sera maintenue si l'échange, au lieu de se produire immédiatement, est différé dans le temps. C'est ce mécanisme de réserve de valeur qui permet l'épargne et l'investissement mais aussi la thésaurisation et la spéculation. On conçoit que cette fonction de **réserve de valeur** (la troisième après celle d'étalon et celle de moyen d'échange) a joué un rôle de plus en plus décisif avec l'avènement du

²⁷ le terme bétail ou tête de bétail est utilisé dans plusieurs langues pour désigner la monnaie. Ainsi en latin *epēcus* a donné "pécunier".

Le risque que la monnaie se dévalorise est historiquement plus fondé que l'inverse.

capitalisme. Le problème c'est que le risque que la monnaie se dévalorise est historiquement beaucoup plus fondé que l'inverse. Les princes, on le sait, se sont spécialisés dans l'art de dévaluer la monnaie afin de payer plus facilement leurs dettes. Il fallait donc, pour que l'on soit sûr que la monnaie garde sa valeur dans le temps, rajouter un mécanisme qui non seulement garantirait sa valeur présente (une sorte de prime d'assurance) mais lui donnerait même une valeur supérieure : c'est ce que l'on appelle le taux d'intérêt qui ne se contente pas de rétribuer le service rendu (le prêt) mais conduit selon l'expression consacrée à ce que "l'argent travaille tout seul". C'est même à cause de cette étonnante propriété, celle de s'auto-crée dans le temps, que le prêt à intérêt fut pendant très longtemps considéré comme le premier des péchés mortels, celui qui condamnait l'usurier à la damnation éternelle sans espoir de rémission. Car c'était attribuer à l'argent un pouvoir sur le temps qui n'appartient qu'à Dieu. Il fallut, comme l'a superbement montré l'historien Jacques Le Goff ²⁸ l'invention du purgatoire pour que les usuriers voient leur avenir dans l'au delà moins noir et que la négociation ici bas pour le financement de l'église s'organise sous de meilleures auspices.

Cohabitation des trois fonctions

Le cumul de ces trois fonctions est, on le conçoit, commode et même profitable, pour ceux qui savent en jouer, mais source d'incompréhension et d'injustice pour ceux qui ne disposent pas de la maîtrise de l'outil monétaire. Car ces trois fonctions sont, en partie, contradictoires.

*La thésaurisation s'oppose à l'échange.
La fluctuation monétaire fragilise la notion d'étalon.*

C'est ainsi que la thésaurisation (réserve de valeur), qui consiste à conserver de la monnaie, s'oppose en partie à l'échange qui exige au contraire une circulation rapide; et la fluctuation de la valeur de la monnaie crée elle-même une instabilité incompatible avec sa fonction d'unité de compte (étalon). Cette incohérence construit une opacité qui transforme la monnaie en outil de domination au bénéfice de ceux qui contrôlent ces trois niveaux mais au détriment de la plupart des citoyens qui n'en comprennent pas les mécanismes.

Prenons l'exemple d'une personne qui critique la monnaie comme objet de spéculation et à qui on va rétorquer qu'elle veut revenir au troc. L'argument est a priori imparable : comme nul ne peut récuser sérieusement la fonction d'unité de compte et l'utilité d'un moyen d'échange, la critique de ce qui constitue en fait la 3ème fonction de la monnaie (réserve de valeur et ses conséquences) va être amalgamée avec la négation des deux premières. C'est ainsi que l'on clôt un débat qui devrait être au cœur de la délibération démocratique. La monnaie est en effet

²⁸ Cf La Bourse et la Vie, Ed du Seuil.

L'appropriation démocratique de la monnaie est ainsi une exigence de même nature et de même importance que la mise en débat public de nos représentations de la richesse

Le passage à l'Euro suppose une véritable mutation culturelle.

Le meilleur de la monnaie, c'est la facilitation de l'échange pacifique

Le pire, c'est une monnaie vecteur du désir de toute puissance.

en relation non seulement avec le lien économique, à travers le marché, mais aussi avec le lien politique (c'est l'autorité politique qui la garantit, l'émet, ou autorise qu'elle soit émise par d'autres) et même le lien symbolique comme en témoignent les grandes figures présentes sur les billets et les devises²⁹ comme "liberté-égalité-fraternité" qui signalent les valeurs fondatrices de la communauté de référence où circule la monnaie.

L'appropriation (ou la ré-appropriation) démocratique de la monnaie est ainsi une exigence de même nature et de même importance que la mise en débat public de nos représentations de la richesse. Il n'y a de légitimité, en démocratie, pour une monnaie, que si elle est fondée sur la citoyenneté. Le droit d'émettre de la monnaie, c'est à dire des droits de tirage sur la richesse collective, appartient à la collectivité démocratique et à ses représentants. De même que la valorisation de certaines richesses plutôt que d'autres résulte de choix et non d'une sorte d'état de nature qu'il suffirait de constater, les conditions dans lesquelles certains acteurs se voient reconnus le droit de créer de la monnaie³⁰, pouvoir considérable s'il en est, ne peut être maintenu durablement dans l'opacité.

L'exigence démocratique et le passage à l'Euro

Cette exigence démocratique est d'autant plus nécessaire que nous allons vivre, avec le passage à "l'euro quotidien", une véritable mutation culturelle qui doit, pour réussir, intégrer cette dimension symbolique et politique de la monnaie européenne en l'appuyant sur un espace social et démocratique. Car ce signe étonnant qui cumule trois fonctions partiellement contradictoires est d'abord une langue et comme toute langue elle peut être la meilleure et la pire des choses. Le meilleur, il se situe évidemment dans la facilitation de l'échange et dans le processus de pacification qui lui est lié. Le mot "payer" en porte la trace puisqu'il vient du latin "pacare", pacifier. C'est dans cette perspective que Montesquieu a développé sa théorie du "doux commerce" comme alternative à la guerre.

Mais, dans le même temps, la monnaie est aussi vecteur de la violence des rapports sociaux, comme l'ont bien montré Michel Aglietta et André Orléan dans leur livre ***La violence de la monnaie***³¹. Loin d'être du côté d'un marché régulé et pacifié, la monnaie est alors vecteur du désir de toute puissance et structure des rapports sociaux où l'absence de monnaie à un pôle

²⁹ notons la polysémie du mot

³⁰ Ce droit a, sans véritable débat démocratique, été transféré de fait aux banques à travers l'émission de crédits. Mais cette création monétaire, outre qu'elle répond dès lors à des demandes solvables ce qui laisse de côté des demandes collectives essentielles qui ne peuvent toujours être rentabilisées, a aussi un coût important, celui de l'intérêt. (cf sur ce point "la Monnaie dévoilée" de Gabriel Galand et Alain Grandjean; L'Harmattan, 1996.

³¹ Michel Aglietta et André Orléan "la violence de la monnaie", PUF.

*L'universalisation
de la monnaie
facilite l'échange
dans l'espace et le
temps*

*Elle peut aussi
détruire l'échange
de proximité.*

*C'est de ce déficit de
proximité que sont
nés les nouveaux
mouvements
d'échange locaux.*

*Il s'agit de retrouver
les fonctions
pacificatrices de
l'échange que les
monnaies officielles
ont fini par occulter.*

*« le lien est
supérieur au bien »*

*Replacer l'économie
et la monnaie à la
conjonction de la
nature et de
l'homme.*

génère la misère physique (et parfois psychique) tandis que l'excès de monnaie à l'autre génère (souvent) la misère morale.

Cette ambivalence de la monnaie, vecteur de paix ou de violence, se manifeste aussi dans l'abstraction qu'elle porte en elle. D'un côté cette abstraction permet son universalisation et facilite l'échange au loin dans l'espace (cas des grandes monnaies convertibles) ou dans le temps (par l'épargne et l'investissement). Mais cette monnaie qui permet l'échange au loin finit aussi par détruire l'échange de proximité.

A quoi sert de pouvoir acheter un produit fabriqué à 10.000 km de chez soi si l'on ne peut échanger avec son voisin qui vit dans la pauvreté? A quoi bon pouvoir mettre de l'argent de côté pour le retrouver dans vingt ans si l'on ne peut assurer la vie des siens le mois suivant ? C'est à ce déficit de proximité que se sont attaqués tous les nouveaux mouvements d'échange qui sont nés au cours de ces dernières années et qui témoignent d'une grande créativité sociale.

Qu'il s'agisse des réseaux d'échange réciproques de savoirs, des SEL (systèmes d'échange locaux), des LETS, (local exchange trade sytem en pays anglophones), des réseaux latino américains de "troc multiréciproque", des banques du temps italiennes ou du système "time dollar" américain³², il s'agit toujours, sous des modalités différentes, de retrouver les fonctions pacificatrices de l'échange que les monnaies officielles ont fini par occulter. En proclamant , comme le dit une formule souvent utilisée dans ces différents réseaux d'échange, que le "lien est supérieur au bien" il s'agit aussi de réinsérer l'être humain au cœur de cet échange où il finissait par disparaître dans sa pure fonctionnalité économique de producteur ou de consommateur.

évaluation démocratique et développement humain.

Le chantier, on le constate, est considérable. Nous ne pouvons tirer le meilleur de la mutation informationnelle en cours et de la révolution du vivant qui s'amorce³³ que si nous replaçons l'économie et la monnaie dans une perspective plus ample, à la conjonction des deux oubliés de la modernité, la nature et l'homme lui même, à travers la perspective de l'écologie humaine.

Ce projet appelle nécessairement un surcroît de qualité démocratique. Car c'est la démocratie qui permet d'agréger des préférences individuelles autrement que par la monnaie grâce à

³² Cf Annexes

³³ On imagine les dégâts que le productivisme appliqué à la fabrication du vivant humain peut provoquer ; le découplage de l'économie et de l'éthique deviendra sur ce terrain de plus en plus inacceptable.

La démocratie est l'espace par excellence où doit s'organiser la délibération sur les valeurs, l'évaluation, qu'une collectivité entend promouvoir en vue de favoriser un développement qui soit à la fois durable et humain.

C'est un gisement d'intelligence en friche.

Le temps peut être un autre moyen d'échange que la seule monnaie

la délibération publique et au vote; c'est elle qui conserve le meilleur de l'individu en le mettant en relation avec autrui pour délibérer du bien commun à travers la construction de la citoyenneté; c'est elle qui permet de penser une éducation du désir de l'enfant pour l'aider à grandir en humain au nom de valeurs civiques tout en respectant sa liberté en formation. La démocratie est ainsi l'espace par excellence où doit s'organiser la délibération sur les valeurs, l'évaluation, qu'une collectivité entend promouvoir en vue de favoriser un développement qui soit à la fois durable et humain.

Mais cette démocratie constitue encore, à bien des égards, un gisement d'intelligence collective en friche, largement sous utilisé, en particulier dans le domaine qui nous occupe ici de la délibération sur la valeur des richesses. C'est donc aussi une "démocratie inachevée" comme le souligne Pierre Rosanvallon³⁴, une démocratie à réinventer qui peut mettre en œuvre cette approche de l'évaluation démocratique en la nourrissant de la perspective de l'écologie humaine et des outils de la citoyenneté active.

Dans cette recherche il nous faudra savoir aussi prendre en compte d'autres moyens de choix et d'échange que la monnaie. C'est ainsi que le temps est, avec le vote, un autre moyen de choisir d'actualiser certaines virtualités de vie plutôt que d'autres.

Quant à la monnaie elle-même l'enjeu de son appropriation démocratique est de l'utiliser pleinement dans sa logique pacificatrice et de réduire sa part de violence.

Le projet à construire s'ordonne dès lors autour de la mise en place de ce nouveau paradigme à promouvoir qu'est l'évaluation démocratique des activités humaines dont la comptabilisation monétaire n'est qu'un sous-ensemble. Et cette évaluation est elle-même ordonnée, comme moyen, à une finalité qui est celle d'un développement humain soutenable (ou durable). Quels pourraient en être les acteurs, comment définir leurs alliances, leur stratégie, c'est cette question qu'il nous faut maintenant aborder.

³⁴ cf " la Démocratie Inachevée" Pierre Rosanvallon, Gallimard, 2000.

Définir de nouveaux indicateurs au service du développement humain.

Ceux qui auraient intérêt à changer, n'en ont pas le pouvoir, ni le savoir, ni même l'idée .

Ceux qui savent, qui ont les moyens d'engager ces changements mais ne le veulent pas.

2ème partie : un projet, des acteurs, des objectifs, une méthode

A constater l'ampleur des effets pervers que notre représentation de la richesse et notre utilisation de la monnaie provoque on se demande pourquoi le débat n'est pas plus fécond sur ces questions et pourquoi les pistes novatrices qui ont été ouvertes depuis les années soixante dix ne sont pas davantage explorées. C'est à ces obstacles qu'il nous faut donc nous intéresser si l'on veut sortir du statu quo. Disons d'emblée qu'ils sont considérables moins par la qualité de leur argumentation théorique que par la combinaison de résistances au changement .

Les acteurs potentiels d'un tel projet

Nous avons évoqué la plus considérable, celle qui vient de la sortie "par le haut" de la modernité et de l'ère industrielle. Mais il en est d'autres, moins nobles mais tout aussi efficaces, qui, dans le jeu contemporain, peuvent s'énoncer autour d'une contradiction assez classique.

Les pièces fixes de l'échiquier

- Ceux qui auraient intérêt à changer, n'en n'ont pas le pouvoir , ni le savoir, ni même d'ailleurs l'idée , leur propre imaginaire étant bloqué par l'intériorisation des catégories dominantes concernant la richesse et la monnaie ; c'est le problème du "monde des perdants" de la société de marché, à commencer par les personnes en situation de pauvreté voire de misère, de précarité, d'exclusion; mais c'est aussi, on l'a vu, celui de forces sociales, culturelles et politiques, qui ont inscrit leur propre projet alternatif à l'intérieur de l'économisme et qui bornent leur stratégie à simple un changement de rapport de forces.

-Ceux qui savent (ou pourraient savoir) et qui ont les moyens d'engager ces changements ne le veulent pas parce qu'ils trouvent avantage, fut ce pour des raisons contradictoires, à maintenir le statu quo: ce sont au premier chef les membres du "monde des gagnants" , ces bénéficiaires financiers et symboliques de la société de marché : il est assez bien illustré par ce que l'on a appelé ces dernières années "les gens de Davos" : grandes entreprises qui cherchent à construire une gouvernance indépendante des états, grands médias, eux mêmes possédés par ces entreprises, professionnels qui acquièrent un statut de cléricature dans ce dispositif "éco-ligieux" parmi lesquels nombre d'économistes bien sûr mais aussi beaucoup de professions travaillant dans les secteurs de la techno-science et souhaitant ouvrir la société de marché à de nouvelles frontières à commencer par celles du vivant .

Les pièces mobiles

Entre ces deux catégories d'acteurs il existe, heureusement, quelques pièces mobiles sur l'échiquier qui peuvent jouer un rôle déterminant à condition d'oser sortir d'une vision réductrice de leur rôle:

*Les services
publics et sociaux et
leurs leviers d'action.*

- c'est le cas de l'ensemble, encore considérable, constitué par l'ensemble des services publics et sociaux : Etat, acteurs de la Protection sociale, collectivités locales, la France restant dans ce domaine l'un des pays où la puissance de cet ensemble lui donne encore des leviers d'action considérable si ses responsables veulent se donner les moyens d'une vraie transformation;

Les forces associatives

-un deuxième cercle est constitué de toutes les forces, essentiellement associatives, qui sont structurées, par choix, autour de finalités plus hautes que celles de la "lucrativité"; qui ne réduisent pas le bénévolat à des activités "non lucratives" mais qui considèrent que la question majeure, pour des individus comme pour des sociétés est celle de l'orientation de leur liberté et de leur volonté¹.

*Les acteurs de
l'économie sociale et
solidaire*

-le troisième est constitué des acteurs de l'économie sociale et solidaire, cercle recoupant lui même les deux autres : avec le premier, dans le rapport à des services de l'Etat comme le secrétariat d'Etat à l'Economie solidaire, la Dies, mais aussi plus largement une bonne partie des services couverts par le Ministère de l'emploi et de la solidarité et par ceux de l'aménagement du territoire et de l'environnement; avec le second pour la partie de la vie associative se situant au sein de l'économie sociale et solidaire.

Une stratégie de changement

*Refuser les jeux
guerriers,
promouvoir les jeux
coopératifs*

Une stratégie de changement aura pour objet de favoriser les conditions de cette "triple alliance" pour refuser la logique des jeux guerriers (gagnants/perdants) et promouvoir des jeux coopératifs (gagnants/gagnants). Pour rester dans l'analogie des grands rassemblements mondiaux ce sont plutôt ceux qui se sont retrouvés à Porto Alegre au Forum social mondial, qu'à Davos au "World economic forum". Il ne s'agit pas, cependant, à travers cette caractérisation stratégique, de sous estimer l'importance des contradictions complexes (et donc des opportunités) qui traversent l'univers du "monde des gagnants" et d'oublier dans une vision idyllique que l'énergie de la "triple alliance" est en grande partie stérilisée par ses propres rigidités, querelles de territoires, et surtout manque de confiance dans ses propres valeurs.

¹ Cf le caractère très ambitieux de l'article 1 de la loi de 1901 .

Identifier les recherches effectuées et redéfinir les thermomètres

Des avancées considérables

mais qui restent éparses

Des indicateurs de développement humain

Une méthode avec trois objectifs de court terme

Trois objectifs doivent être fixés, dès l'année 2001, afin d'avancer dans la voie d'un projet ambitieux qui, par nature, devra être pensé dans le cadre d'une perspective européenne et mondiale.

- Le premier est d'identifier, pour ensuite les capitaliser et les approfondir, l'ensemble des recherches, études, expérimentations qui, permettent d'envisager des avancées significatives sur ces questions.

- Le second vise à cerner la nature des obstacles multiples qui se sont jusqu'ici opposés à ces transformations.

- Le troisième a pour objet de voir comment surmonter ces obstacles et de définir un projet et une stratégie à moyen terme (jusqu'à 2007) et à court terme (l'année 2001).

I - capitaliser les avancées déjà réalisées

Elles sont considérables et permettraient déjà, si la volonté politique était suffisante, de transformer en profondeur la qualité démocratique et les conditions du pilotage de nos sociétés. Mais elles restent éparses, peu connues et ont besoin d'un effort important de mise en perspective et de fécondation mutuelles pour que l'on puisse pleinement exploiter leur potentiel. A ce stade nous ne citerons que les principales et les plus récentes (connues du rapporteur) en sachant que la liste est loin d'être exhaustive et que l'un des premiers objectifs de l'année 2001 sera d'en identifier d'autres.

11 - les pistes ouvertes dans le domaine de la représentation de la richesse

De nouveaux indicateurs à l'échelle internationale

Il est important de noter que les plus récentes de ces recherches se situent désormais sur le plan international. Le fait qu'elles soient développés par les Nations Unies ou la Banque Mondiale permettra de ne pas nous enfermer dans un débat stérile sur la difficulté pour la France de s'engager seule dans une stratégie de transformation. Si des initiatives françaises et européennes sont, comme nous le verrons, nécessaires, elles pourront s'appuyer sur des avancées mondiales déjà conséquentes.

Au premier rang d'entre elles nous trouverons donc celles, issues pour partie du cadre théorique du prix Nobel d'économie Amartya Sen, des "indicateurs de développement humain" élaborés par le programme des nations Unies pour le développement (PNUD).

Le projet "Net National Welfare"

Rétablir le lien entre l'économie et l'éthique

Le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen

Deux richesses fondamentales oubliées : les humains et leur environnement naturel

3 critères essentiels :
- l'espérance de vie
- le niveau d'instruction
- le revenu

Il est également intéressant, même si l'approche est plus discutable, d'évoquer les travaux de la Banque mondiale et certaines tentatives américaines et japonaises autour du projet de "Net National Welfare" inspirées notamment par un autre prix Nobel bien connu aujourd'hui : James Tobin.

les indicateurs de développement humain

La philosophie générale des "rapports mondiaux sur le développement humain" vise à rétablir le lien entre l'économie et l'éthique à rebours du mouvement historique que nous avons relaté dans la première partie de ce rapport. Ils sont nourris, depuis 1990, par un indicateur composite, l'IDH, indicateur de développement humain . L'introduction du rapport de 1996 situe bien la triple perspective du projet : (*PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 1996.)

- "le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen";

- " les dernières décennies montrent on ne peut plus clairement qu'il n'existe pas automatiquement de lien entre croissance économique et développement humain";

- " il importe de consacrer davantage d'attention à la qualité de cette croissance afin de s'assurer qu'elle accompagne les objectifs que sont le développement humain, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la viabilité à long terme du développement";

Nous sommes, on le voit, d'emblée sur le terrain d'une recherche qui place au premier plan les deux richesses fondamentales oubliées par l'économie dominante : les humains et leur environnement naturel. C'est pourquoi, note le rapport, "les biens ne doivent pas être valorisés intrinsèquement, mais considérés comme les instruments de la réalisation de certaines potentialités telles que la santé, la connaissance, l'estime de soi et l'aptitude à participer activement à la vie de la communauté"

Une méthode, trois critères

Les rapports du Pnud proposent une méthode, celle des "indicateurs de développement humain" qui sont construits sur la prise en considération de plusieurs données de base à partir de trois critères essentiels : l'espérance de vie, le niveau d'instruction et le revenu. La valeur de l'indicateur pour chaque domaine est rapporté à un état idéal (pour la période actuelle) : par exemple une durée de vie moyenne de 85 ans. Depuis 1995 trois autres indicateurs ont été élaborés ; l'un porte spécifiquement sur la pauvreté; les deux autres corrigent l'IDH en fonction de l'inégalité entre sexes : il s'agit de

*Bilan sur
la santé,
le logement,
l'éducation,
le revenu,
la scolarisation des
femmes,
la mortalité infantile,
l'environnement,
la faim,
la maladie,
la répression ...*

*Cette approche pose
comme principe le
caractère
multidimensionnel
du développement*

*On constate ainsi de
fortes variations
entre pays à IDH
comparable*

l'indicateur sexospécifique de développement humain et de l'IPF (indicateur de la participation des femmes).

Outre ces indicateurs le rapport dresse un bref bilan du développement de chaque pays dans des domaines comme la santé, le logement, l'éducation, le revenu, la scolarisation des femmes, la mortalité infantile, l'environnement etc ainsi que dans celui de "la sécurité humaine" entendue comme "la soustraction à ces menaces chroniques que sont la faim, la maladie et la répression et d'autre part la protection contre des bouleversements soudains et traumatisants de la vie quotidienne domestique, professionnelle et communautaire" (criminalité, accidents, violence").

Cette approche, pragmatique et facilement reproductible, a l'avantage d'inclure la question méthodologique des indicateurs dans celle, plus générale, de l'évaluation à travers les bilans par domaines. Comme le note Dominique Meda elle ne transforme pas tout en prix ou en comptes de patrimoines géants "mais , ayant posé comme principe le caractère multidimensionnel du développement, (elle) élit un certain nombre de domaines qui lui semblent des composantes essentielles de celui ci, en déduit des indicateurs somme toute assez simples et s'astreint à les présenter tous ensemble pour donner une autre image, une autre représentation de la société donnée" ².

La comparaison entre pays

Cet indicateur permet notamment de constater que des pays à haut niveau de protection sociale comme la Suède et la Norvège obtiennent des résultats nettement supérieurs à ceux de pays qui, comme les USA et la Grande Bretagne, sont régulièrement vantés comme des modèles par la pensée dominante. L'indicateur de pauvreté humaine (IPH) confirme cette tendance. Il est calculé de manière différente pour les "pays en développement" (IPH-1) et "les pays industrialisés" (IPH-2). Cette distinction est destinée à mieux faire ressortir les avancées (ou reculs) spécifiques des deux groupes. C'est ainsi par exemple que, pour le premier groupe, l'indicateur de l'espérance de vie prend en compte le pourcentage d'individus risquant de décéder avant 40 ans alors que le critère est de 60 ans dans le second groupe. De même, s'agissant du rapport au savoir, l'indicateur prend en compte le taux d'alphabétisation des adultes pour le premier groupe et le taux d'illettrisme pour le second. Les résultats sont significatifs puisque on constate de fortes variations entre pays qui possèdent par ailleurs un IDH comparable. C'est ainsi que la Suède et le Royaume Uni qui enregistrent des valeurs d'IDH très proches (0,926 et 0,918 respectivement) ont en

² Dominique Meda, op cité p 338

La Banque mondiale reconnaît l'aggravation des inégalités mondiales

Au capital physique elle ajoute le capital naturel et le capital humain

Le capital social redonne au facteur humain et aux relations sociales une place décisive

Produit national retranché de facteurs liés à des dépenses visant à réparer les dommages infligés par la croissance :

revanche un fort écart de pauvreté puisque leur IPH n'est que de 7,6% pour la Suède alors qu'il est de 14,6% pour le royaume Uni³.

Capital physique + capital naturel + capital humain

La Banque mondiale, confrontée à l'échec de ses politiques d'ajustement a dû reconnaître l'aggravation des inégalités mondiales et l'apparition de nouveaux phénomènes de pauvreté. Elle a entamé, non sans difficultés ni contradictions, une réorientation au moins partielle de son action qui passe par une mise en cause des indicateurs traditionnels de la croissance. C'est ainsi qu'elle expérimente un nouvel instrument de mesure dont le rapport du Pnud de 1996 fait une présentation à la fois synthétique et critique : il s'agit, au lieu de considérer le seul capital "physique", c'est à dire les actifs productifs des pays d'y ajouter "le capital naturel" et le "capital humain". Avec cette méthode le capital physique ne représente plus que 16% de l'ensemble, le capital naturel 20% et le capital humain 64%. Le changement de représentation est, on le voit, spectaculaire. Il s'appuie sur des travaux sur "le capital social" * qui redonnent au facteur humain et aux relations sociales une place décisive. Certes, on peut discuter, comme le fait le rapport du Pnud "une assimilation du bien être de la population à la valeur monétaire de son capital" ce qui risque de "constituer la même erreur qu'une assimilation du revenu au développement humain". Mais si la tentative mérite discussion elle a l'avantage de mettre l'accent sur la sous estimation considérable de ces "richesses premières" que sont les richesses écologiques et anthropologiques. C'est dans cette perspective également que se placent les recherches, initiées dans les années soixante dix, d'un indicateur de "bien être", le "Net national Welfare".

un indicateur de bien-être

Cette tentative a été initiée par James Tobin (l'auteur du célèbre projet de taxe sur les transactions financières)⁴. Leur tentative est proche de celle d'une équipe japonaise⁵.

Dans les deux approches le "Net National Welfare" s'obtient à partir du produit national en lui retranchant des facteurs liées à des dépenses visant à réparer les dommages infligés par la croissance

³ voir tableau et note méthodologique en annexe; Problèmes économiques n° 2.681 set 2000.

⁴ en lien avec son collègue Nordhaus, au sein du National Bureau of Economic Research. Elle est relatée dans un ouvrage "Is Growth Obsolete ?" (Columbia University Press, 1972)

⁵ "Measuring Net National Welfare of Japan" (publiée par le NNW Measurement Committee de l'Economic Council of Japan à Toko en 1973. *On se reportera également à l'ouvrage de Dominique Meda qui rapporte ces deux tentatives (QR p 68 et sq)

L'écologie, l'autre grand oubliée de la richesse

Le "PIB vert"

La destruction du capital "social" : coûts de santé, coûts sociaux.

Evaluer le prix des services rendus par les écosystèmes.

elle même et qui n'augmentent pas le bien être ; c'est le cas, selon les auteurs d'une partie importante des dépenses de police, de justice et d'administration générale, des dégradations dues à la pollution non compensées par ailleurs et des nuisances dues à l'urbanisation telles que les dépenses dues à l'allongement des distances domicile-travail ou aux dommages résultant d'accidents de la circulation. Ces postes "soustraits" sont valorisés soit à des taux d'intérêt soit à des taux de salaires moyens.

Sont ajoutés en revanche la consommation publique, les services rendus par les équipements collectifs (écoles, équipements sanitaires et sociaux, jardins publics); les services rendus par les biens domestiques, les loisirs; le travail "de la ménagère" dans son foyer.

L'indicateur écologique : le coût environnemental

Plusieurs recherches internationales se sont centrées sur l'autre grand oublié de la richesse, cet "oikos-logos", l'écologie, qui, en toute logique devrait encadrer l'"oikos-nomos", l'économie⁶. N'est il pas évident en effet, comme nous l'indique l'étymologie, de constater que la loi de la "grande maison", celle de notre terre et de notre biosphère, conditionne celles de nos "petites maisons". Aucune économie humaine ne serait possible par exemple sur une planète dont l'air serait devenu irrespirable, l'eau imbuvable, la terre empoisonnée.

L'ONU a ainsi élaboré un "system of integrated environmental and economic accounting" qui prend en compte, sous forme monétaire, l'impact du développement des activités économiques sur l'environnement. Un "coût environnemental" est employé pour trois types d'utilisation : l'épuisement des actifs naturels, l'usage du sol et du paysage, l'utilisation de l'environnement pour l'utilisation des déchets. Le "Pib vert" s'obtient ainsi par déduction du coût lié à l'utilisation de ce capital environnemental.

La recherche pourrait aussi servir, sur le plan méthodologique, à permettre de déduire également les destructions de capital "social" incluant les coûts de la santé et les coûts sociaux⁷

"La valeur de la terre"

Signalons enfin la tentative très ambitieuse, même si elle est discutable et discutée, d'une équipe américaine de calculer "la valeur de la Terre" en évaluant les prix des "services" rendus par les différents écosystèmes du globe, depuis la régulation du climat jusqu'à la production alimentaire en passant par la valeur esthétique. On conçoit que ces travaux restent très contestés en particulier sur le troisième point : peut on calculer une valeur esthétique?

⁶ Le mot "maison se dit "oikos" en grec.

⁷ . cf MC Marchesi in Cahiers français : "les indicateurs économiques en question" n° 286, mai juin 1998.

*Les indicateurs
sociaux*

*Elaborer un rapport
Européen sur le
développement
humain*

*Elaborer des
indicateurs de
destruction*

En revanche les deux premiers renvoient à des besoins vitaux sur lesquels un accord pourrait plus facilement s'opérer⁸.

D'autres tentatives d'institutions publiques mériteront un examen approfondi au cours de l'année à venir. Elles émanent de l'Europe, en particulier des travaux de la cellule de prospective et du groupe de travail sur la gouvernance de la Commission Européenne qui travaillent sur ces questions. La France, qui avait contribué à ouvrir ce chantier grâce notamment aux propositions de Jacques Delors dans les années soixante dix sur les "indicateurs sociaux", semble aujourd'hui moins innovatrice sauf dans le domaine des indicateurs écologiques. Nous avons donc tout intérêt à nourrir cette recherche de travaux internationaux et c'est la raison pour laquelle je suggère la création d'un séminaire international régulier sur ces questions devant déboucher, d'ici la fin de l'année sur une rencontre internationale dont la France pourrait prendre l'initiative en lien avec le programme des Nations unies pour le développement dont nous avons noté l'importance et avec ses partenaires européens (cf synthèse des propositions). En outre la simple application de la méthodologie des indicateurs humains aux pays européens pourrait s'avérer très féconde. Alors qu'une centaine de pays élaborent aujourd'hui un "rapport national sur le développement humain" ce n'est le cas d'aucun des pays développés. Pourquoi la France n'en prendrait-elle pas l'initiative? Pourquoi ne pas proposer au Parlement et à la Commission européenne d'élaborer un rapport européen sur les indicateurs de développement humain. Cette tâche, parfaitement réalisable au cours des prochaines années, donnerait aux citoyens, à leurs représentants et à leurs gouvernants des outils permettant d'améliorer de manière sensible la conception, la délibération, le pilotage et l'évaluation des politiques publiques. Couplée avec une initiative spécifique concernant l'élaboration d'indicateurs de destruction elle permettrait en outre d'envisager une activation massive de dépenses de réparation vers le soutien à une économie de la prévention et du recyclage⁹.

Identifier les indicateurs de destruction

Les difficultés et les débats, concernant les approches que nous venons d'évoquer sont, on l'imagine, importants. Nous le verrons lorsque nous aborderons les obstacles et les objections à ces tentatives. Mais nous pouvons déjà noter l'existence de convergences sur plusieurs points majeurs :

⁸ cf Le Monde du 9 oct 1998 intitulé : l'économie écologique, nouvelle discipline née d'un choc culturel"

⁹ cette proposition pourra s'appuyer sur la mobilisation des savoirs et des savoirs faire des personnes qui vivent ou travaillent au contact des grandes formes de destruction écologique, sociale ou sanitaire. Elle permettra de rassembler les nombreuses études et monographies qui mettent en évidence l'apport des actions de prévention ou de réinsertion (voir notamment le rapport de Jacques Dughera sur "les coûts et avantages de l'insertion par l'économie" de novembre 1996..

On ne peut continuer à occulter la valeur des biens écologiques vitaux

On ne peut réduire les humains au statut de simple facteur de production

Il nous faut cesser de compter positivement les facteurs de destruction

Le "bilan social" permet de développer des grilles d'évaluation et de notation des entreprises en prenant compte des critères sociaux

- on ne peut continuer indéfiniment à occulter la valeur de biens écologiques vitaux sous prétexte qu'étant abondants et gratuits ils n'auraient pas de valeur économique. Leur destruction, ou leur pollution, fait apparaître au contraire leur valeur comme le négatif d'une photo.

- on ne peut de même réduire les humains au statut de simple facteur de production (ou de consommation) et comptabiliser comme des charges des dépenses éducatives, sanitaires ou sociales qui améliorent leur qualité de vie et leurs capacités créatrices. A l'heure où la mutation informationnelle fait de la "matière grise", la nouvelle matière première de la richesse on ne peut oublier que l'intelligence humaine n'est pas dissociable de la santé mentale et corporelle des individus comme des collectivités.

C'est parce que ces problèmes sont incontournables que, même dans nos systèmes de comptabilité nationale actuels, des efforts ont été entamés pour mieux cerner des comptes liés à la protection sociale ou à l'environnement. On les appelle "les comptes satellites" et leur existence témoigne déjà du caractère réducteur du cœur de la comptabilité nationale proprement dite. Mais le terme "satellite" indique aussi la direction restrictive de la recherche. Il en est de même des approches concernant les comptes de patrimoine dont nous reparlerons plus loin. Dans tous les cas on retrouve la nécessité d'identifier, au sein des comptabilités, les facteurs de destruction, afin de cesser de les compter positivement¹⁰. C'est la logique des "indicateurs de destruction" sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir et de faire une proposition importante d'expérimentation.

les initiatives de la société civile

La recherche publique aura également tout intérêt à se nourrir de la floraison des initiatives qui ont été prises, au sein de la société civile, par des associations ou des entreprises, notamment dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Leur caractéristique principale est en effet de réintégrer des facteurs écologiques et humains occultés par les indicateurs classiques et d'en faire des outils opérationnels pour le pilotage de l'action. Le bilan social fut l'un des outils précurseurs dans ces tentatives et son institutionnalisation permet notamment à des agences de notation comme l'ARESE* de développer des grilles d'évaluation et de notation des entreprises en prenant en compte des critères sociaux et en les étendant à des critères de respect de l'environnement. Le projet de "bilan sociétal" initié au sein de l'économie sociale par le CJDES¹¹ est plus ambitieux encore puisqu'il ajoute à ces critères

¹⁰ cf proposition d'expérimentation sera faite en lien avec l'élaboration de ces indicateurs de destruction (voir p)

¹¹ cf Annexes

Le "bilan sociétal" ajoute aux critères du "bilan social" des éléments d'enquête et d'évaluation civiques et sociaux

La monnaie est un sous ensemble des systèmes d'échange ; le plus essentiel entre les humains est le temps.

Les réseaux d'échange réciproques de savoirs

écologiques et sociaux des éléments d'enquête et d'évaluation civiques et sociétaux en donnant au concept de "responsabilité sociale de l'entreprise" son sens le plus exigeant. Toutes ces recherches de l'audit social à l'audit environnemental, de la création de nouveaux indicateurs à l'élaboration de systèmes de garantie et de crédits nourris de ces critères écologiques, civiques et sociaux devront faire l'objet, au cours de l'année 2001 d'un travail de recension et de synthèse afin de dégager les tendances communes, de repérer les différences ou les désaccords et d'opérer de nouvelles avancées théoriques et méthodologiques¹². Cette même créativité devra être analysée dans l'étude des nouveaux systèmes d'échange et des monnaies.

12) les pistes ouvertes dans le domaine de l'échange et de la monnaie

Une autre forme de monnaie : le temps

Même si les monnaies officielles ne souffrent aucune comparaison quant à leur importance avec les systèmes d'échange de proximité nés au cours de ces dernières années dans le monde entier, il est utile conceptuellement de regrouper sous une même rubrique ces différents aspects. La monnaie est en effet un sous ensemble des systèmes d'échange et non l'inverse. Par exemple le système d'échange, de loin le plus universel et le plus fondamental entre les êtres humains est celui du temps. Il remplit autant et souvent mieux que la "monnaie de marché" le rôle d'unité de compte et de moyen d'échange car il dispose d'unités (heures, minutes, secondes etc.) qui ont l'avantage d'être universellement reconnues et invariables¹³). même la fonction de réserve de valeur est remplie par le temps puisque l'agenda est l'outil par excellence d'inscription des "promesses de temps" pour le futur.

L'échange d'idées et de commerce

D'autres systèmes d'échange jouent un rôle considérable même s'ils sont moins simples méthodologiquement que celui du temps. L'échange d'idées et de connaissances en constitue un bon exemple et c'est sur cette hypothèse que des initiatives comme les "réseaux d'échange réciproques de savoirs" ont construit leur mouvement. Les langues sont évidemment un moyen d'échange capital, gratuits comme le temps mais complexes, ambivalents et variables comme

¹² cf notamment la brochure de synthèse réalisée par le Crida à l'occasion des rencontres de Tours sur l'Economie Plurielle ainsi que l'étude européenne coordonnée par J Louis Laville, Laurent Gardin et Laurent Fraisse sur "le fonctionnement socio-économique du troisième système"

¹³ au moins à l'échelle de notre perception.

La monnaie de marché est un cas particulier de l'organisation de l'échange

Face à la mort les valeurs fondamentales relèvent du sens et de la reconnaissance beaucoup plus que du pouvoir et de la richesse

les monnaies, non seulement parce qu'elles sont multiples mais aussi parce que les mêmes mots peuvent être chargés de malentendus et provoquer aussi bien la confiance que la défiance.

Ce que l'on appelle communément l'argent, et qui correspond à la "monnaie de marché"¹⁴, pour la distinguer d'autres formes d'échange, est donc un cas particulier de l'organisation de l'échange et singulièrement de l'échange de temps, dans tous les cas, désormais nettement majoritaires, où l'échange d'argent renvoie à des échanges de services plus qu'à des échanges d'objets. Il serait, en ce sens, beaucoup plus judicieux de dire que "l'argent, c'est du temps" plutôt que "le temps c'est de l'argent"¹⁵. Cette vérité empirique qui renvoie au fait que la monnaie de marché n'est toujours en définitive qu'une certaine manière de vivre intensément ou pauvrement la relation à soi même, à la nature et à autrui, est aussi une piste théorique pour définir ce qu'on appelle " valeur" . Pour l'espèce humaine on peut en effet avancer l'hypothèse que ce qui constitue en définitive la hiérarchie des valeurs de vie, c'est la conscience de la mort.

La mort fondement de toute valeur

"Vis comme en mourant tu aimerais avoir vécu" : cette phrase de Confucius, vieille de 2500 ans, est toujours aussi actuelle. La mort nous oblige en effet à hiérarchiser l'essentiel de l'accessoire. Qui, sur son lit de mort préférerait gagner un milliard ¹⁶plutôt que de se réconcilier avec une personne chère ? Face à la mort les valeurs fondamentales relèvent du sens et de la reconnaissance beaucoup plus que du pouvoir et de la richesse qui ne sont que des passions médiatrices. Comme le dit avec force Marie de Hennezel dans son livre "la mort intime" qui retrace son expérience de soins palliatifs "ce sont souvent les mourants qui nous apprennent à vivre". La perception de la finitude et de la vulnérabilité est au fondement de toute valeur.

¹⁴ encore que l'on pourrait appliquer au marché lui même cette déconstruction; ainsi en tant que technique décentralisée de mise en rapport d'offres et de demandes, le marché classique n'est que l'une des formes de bourses d'échange couvrant un champ plus vaste. Techniquement parlant un réseau d'échange de savoirs, une banque du temps ou un système d'échange local par exemple est bien construit sur la mise en relation d'offres et de demandes.

¹⁵ Voir ci dessous les propositions concernant les systèmes d'épargne-temps et de loi sur les temps sociaux.

¹⁶ ou alors c'est pour le donner à ses proches ce qui relève de l'amour et/ou du désir de reconnaissance et non de l'appât du gain.

La liberté d'une nation a une valeur économique nulle

La valeur marchande est un sous ensemble d'un système de valeurs plus élevées

La monnaie remplit sa fonction positive de "pacification" quand elle facilite l'échange

La monnaie devient vecteur de violence lorsqu'elle devient vecteur de domination d'un capitalisme qui relève de la volonté de puissance

Valeur = rareté ?

C'est cette intuition qui a conduit à définir la valeur, au sens économique du terme, par la rareté. Mais cette intuition devient fautive lorsqu'elle en vient à dénier toute valeur à des biens certes non rares mais dont la perte serait irréparable : l'air et l'eau sont (souvent) abondants et gratuits (de moins en moins pour l'eau!) mais leur disparition condamnerait l'espèce humaine à sa perte.

La liberté d'une nation a une valeur économique nulle mais sa mise en esclavage paraît à ce point intolérable que ses citoyens seraient prêts à donner leur vie pour défendre cette valeur ; nos proches nous aiment "gratuitement" mais cette gratuité vaut infiniment plus que les biens matériels les plus chers que nous possédons etc. Bref, de même que la monnaie est un sous ensemble de systèmes d'échange plus vastes comme le temps, la valeur marchande est un sous ensemble d'un système de valeurs plus élevées dont il suffit de simuler la perte pour découvrir l'importance. Et c'est précisément la fonction des liens politiques, affectifs et symboliques que d'organiser l'échange de ces valeurs fondamentales que le marché ne peut assumer.

Rôle pacificateur ou vecteur de violence de la monnaie

Cette double radicalité de l'échange et de la valeur nous permet de comprendre pourquoi la monnaie remplit sa fonction positive de "pacification" quand elle facilite l'échange entre des partenaires ou des concurrents, au sens étymologique du terme qui suppose de "courir ensemble", ce qui permet l'émulation entre coureurs mais n'autorise pas leur élimination. En revanche la monnaie devient vecteur de violence quand, cessant d'être le moyen d'échange d'un marché régulé, elle devient vecteur de domination d'un capitalisme qui relève de la volonté de puissance beaucoup plus que du désir d'échange. Ce passage est difficile à discerner car il s'agit de la même monnaie et souvent des mêmes mots, le terme de concurrence (ou même de compétition) quittant insensiblement le terrain de la désignation d'une émulation dans des jeux coopératifs pour suggérer une "lutte pour la vie" où l'on ne peut gagner qu'en éliminant des perdants.

Quand la monnaie ne joue plus son rôle

C'est exactement ce qui se passe quand les fonctions premières de la monnaie, celles là même pour laquelle elle a été créée et que l'on pourrait qualifier de fonctions de proximité dans l'espace et le temps ne sont plus remplies. Lorsque le bénéfice de l'abstraction et de l'universalisation que permet par exemple la convertibilité d'une monnaie en vue de l'échange "au loin" dans l'espace ou le temps

Il devient nécessaire de recréer des moyens d'échange

Il se crée des formes d'échange non monétaires comme les réseaux d'échange de savoirs, les banques du temps

Des formes d'échange quasi-monétaires naissent en réponse à fonctions défaillantes de la monnaie classique

s'accompagne de la perte, pour une partie des citoyens, de la fonction de proximité par manque de monnaie nous sommes alors en présence d'un dysfonctionnement majeur. Comme le soulignait déjà Jacques Duboin* rien n'est plus absurde qu'une situation où il existe un désir de produire et d'échanger, des humains pour le faire, des matériaux et des techniques pour le réaliser et que tout cela soit rendu impossible par l'absence de crédit. C'est alors qu'il devient nécessaire, les monnaies officielles ne remplissant plus leur fonction de pallier à leur déficit et de recréer des moyens d'échange, voire de crédit de proximité.

La plupart des novations de ces dernières années se regroupent ainsi dans deux catégories:

- des formes d'échange non monétaires comme les réseaux d'échanges de savoirs, les banques du temps ou les systèmes de crédit temps américain appelé time dollar¹⁷; ces formes d'échange auraient vocation à exister même dans le cas où les monnaies officielles rempliraient pleinement leur fonction de proximité;
- des formes d'échange quasi-monétaires qui naissent en réponse à des fonctions défaillantes de la monnaie classique; c'est ainsi que les LETS (local exchange trade system) sont nés aux Etats Unis et en Grande Bretagne en grande partie pour pallier les effets de pauvreté entraînés par les politiques conservatrices; de même les systèmes de "troc multiréciproque" initiés en Argentine et qui s'étendent en Amérique latine répondent directement à un déficit des services publics et sociaux et au déséquilibre entre l'insuffisance de monnaie à la base (les pauvres) doublé d'un excès au sommet (les riches).

Entre ces deux catégories on trouvera souvent des systèmes d'échanges qui cumulent les deux fonctions; par exemple nombre de Sel répondent autant à un désir de lien social qu'à la nécessité de se substituer à une insuffisance monétaire.

On comprend que la nature de l'encadrement juridique et fiscal de ces activités dépend de l'analyse précédente. La quasi totalité des systèmes d'échange, construits dans une optique de solidarité n'ont d'ailleurs aucune objection de principe à participer à une "contribution publique" élargie. Ils souhaitent seulement que cette contribution puisse prendre éventuellement d'autres formes que monétaire puisque c'est précisément souvent le déficit de monnaie qui est à l'origine de leur création.

¹⁷ Voir annexes

Elles regroupent la totalité des moyens de paiement ou d'échange affectés à des usages spécifiques tel que titres de transport, les chèques de restauration, de vacances, les Chèques Domicile, les cartes téléphoniques...

La monnaie affectée peut jouer un rôle important, de corrections d'inégalités, de lutte contre l'exclusion, d'incitation à développer des activités

Il faut développer des méthodes et des outils qui donnent au citoyen un pouvoir plus direct quant à l'affectation de l'argent public,

Examiner le couplage entre démocratie et monnaie

les monnaies affectées

Il nous faut maintenant insister sur une forme particulièrement importante d'usage de la monnaie que l'on qualifie de "monnaies dédiées ou affectées". Elles regroupent la totalité des moyens de paiement ou d'échange affectés à des usages spécifiques. C'est le cas de ces moyens quotidiens que sont les titres de transport, les chèques ou ticket de restauration, de vacances, les titres emplois services, les cartes de téléphone etc. Ces monnaies dédiées ont aussi le plus souvent pour caractéristique d'avoir une durée d'usage limitée et ne sont donc pas objets de thésaurisation ou de spéculation.

Outil puissant né, en grande partie, au cœur de l'économie sociale autour du chèque déjeuner, la monnaie affectée est utilisée de plus en plus par les entreprises qui cherchent à fidéliser leurs clients en leur offrant des moyens de paiement supplémentaires uniquement dans leurs magasins ou pour leurs services. Dans la perspective des alliances que nous évoquions entre les pouvoirs publics et l'économie sociale et solidaire, la monnaie affectée peut jouer un rôle considérable puisqu'elle peut constituer un vecteur majeur de corrections d'inégalités, de lutte contre l'exclusion, d'incitation à développer des activités ou des services choisis par la communauté démocratique¹⁸.

Le couplage démocratie – monnaie

Il serait en effet utile, dans une perspective de ré-appropriation démocratique de la monnaie, de faire porter, dans la lignée des expériences de "budget participatif"*, une partie du débat civique sur la quantité et la nature des droits de tirage en monnaie affectée qui seraient décidés au moment des votes. Il est essentiel, si l'on veut rétablir le lien entre contribution publique et citoyenneté, (cf l'article 14 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen) de développer des méthodes et des outils qui donnent au citoyen une compréhension et un pouvoir plus direct quant à l'affectation de l'argent public. La mission pourrait avoir pour objet au cours de l'année 2001 d'examiner particulièrement ces possibilités de couplage entre démocratie et monnaie. Il s'agirait notamment de l'expérimentation d'une carte à puce qui pourrait être à la fois une carte civique, une carte de paiement classique (incluant un porte monnaie électronique) et une carte disposant de droits de tirage en monnaie affectés à des usages, des territoires, des services spécifiques. On rechercherait ainsi un effet de simplification permettant d'éviter la multiplication des supports de type chèques, bons ou cartes puisque ces droits de tirage seraient inscrits sur une même puce. De plus une telle approche éviterait les effets de "stigmatisation" bien connus des travailleurs sociaux qui font que

¹⁸ voir sur ce point les propositions du rapport de Dominique Taddei et Gilbert Cette.

Avec des cartes à puce, n'importe quel citoyen pourrait ainsi disposer de droits en monnaie affectée

Les pouvoirs publics doivent se doter d'une véritable stratégie de régulation mondiale s'ils veulent éviter que les moyens électroniques de paiement échappent à tout contrôle démocratique

l'emploi de certains types de monnaies affectées manifestent aux yeux d'autrui la situation de pauvreté ou de handicap de telle ou telle personne. Ce fut longtemps le cas avec les "bons alimentaires" par exemple.

Dans la mesure où les supports de type carte à puce seront de plus en plus généralisés, n'importe quel citoyen pourrait ainsi disposer de droits en monnaie affectée sans qu'ils soient connus d'autrui. Ce qui serait connu, du fait de la délibération démocratique conduisant à cette affectation ce seraient des catégories de bénéficiaires et non des personnes.

le défi de "la monnaie électronique"

Ce projet s'inscrit dans la perspective d'une réponse globale des pouvoirs publics et de l'économie sociale et solidaire à ce que l'on appelle souvent le défi de "la monnaie électronique" ou ce qu'il serait plus juste d'appeler les supports électroniques de la monnaie. Internet constitue en effet désormais un territoire d'échange considérable et nombre d'entreprises ont déjà entrepris de créer des moyens de paiement électroniques non seulement en monnaie officielle (avec la carte de crédit) mais aussi en quasi-monnaies permettant, grâce à un système de points, de bénéficier d'avantages dès lors que l'on parcourt les sites des entreprises concernées. C'est ainsi que de véritables coalitions se sont développées telles celle qui est à l'origine du système "beenz", suffisamment puissante pour passer un accord avec le groupe international Eurocard-Mastercard. On sait que Microsoft avait cherché à créer une monnaie qui aurait été en usage dans le vaste continent immatériel que sa position de monopole ou de domination lui a permis d'acquérir dans l'univers des systèmes d'exploitation et des logiciels. L'administration américaine s'y est finalement opposé et le projet n'a pas vu le jour; mais il est clair que nous sommes en présence d'une tendance lourde et que les pouvoirs publics doivent, à l'échelle internationale, se doter d'une véritable stratégie de régulation mondiale s'ils veulent éviter que les moyens électroniques de paiement échappent à tout contrôle démocratique.

En attendant il serait inacceptable de voir des acteurs, qui disposent déjà d'une surpuissance monétaire, bénéficier de ces supports alors que ceux qui en manquent se verraient privés des opportunités d'échange et de paiement qu'offrent ces nouveaux vecteurs. L'une des pistes les plus fécondes dans cette direction qui pourrait donner lieu à une expérimentation est celle du projet d'une monnaie électronique solidaire (dénommée sol) qui pourrait circuler sur Internet et permettre l'accès à des produits ou à des services de commerce équitable, d'économie sociale et solidaire, de services publics et sociaux dans des conditions régulées par les pouvoirs publics?

II/ les obstacles au changement

21) des questions taboues exclues du débat démocratique

Les recherches, propositions, expérimentations que l'on vient d'évoquer, tant dans le domaine des indicateurs de richesse que dans celui des systèmes d'échange et des monnaies se heurtent, ce qui n'est guère étonnant, à des obstacles considérables qui méritent d'être examinés afin de voir comment les surmonter.

Le premier obstacle tient à l'opacité de ces deux processus décisifs que sont la définition de la richesse et l'émission, la répartition, la circulation de la monnaie.

Le premier de ces obstacles tient à l'opacité de ces deux processus décisifs que sont la définition de la richesse et l'émission, la répartition, la circulation de la monnaie. Le propre des systèmes de domination est de présenter comme des évidences ce qui relève de constructions et de choix. On finit par adopter comme une loi naturelle l'idée que ce sont les entreprises qui produisent de la richesse tandis que les services publics et sociaux la prélèvent; que des activités à l'évidence destructrices donnent droit à gagner de l'argent tandis que d'autres, vitales pour la collectivité humaine comme donner la vie, éduquer, préserver l'environnement, ne le permettent pas; que certains puissent disposer de quantités considérables de monnaies sans rapport avec leur effort ou leur mérite tandis que d'autres se retrouvent, au cœur de l'abondance, dans des situations de misère ou de grande pauvreté. La liste serait longue de toutes ces "évidences" qui ne sont que l'effet de constructions ou de choix opérés sans réel débat démocratique. C'est pour répondre à cette première et considérable difficulté qu'il est essentiel de réouvrir un débat public sur nos modes de représentation et de circulation de la richesse pour redonner aux citoyens compréhension et maîtrise sur ces choix majeurs en renouvelant les procédures de participation, de délibération et de représentation sur ces questions. La création, à terme, d'un office parlementaire en lien avec la Mission de contrôle et d'évaluation, s'inscrirait dans cette perspective.

Redonner aux citoyens compréhension et maîtrise sur ces choix majeurs en renouvelant les procédures de participation, de délibération et de représentation sur ces questions

Ce processus de ré-appropriation démocratique se heurte lui même à une difficulté que l'on peut énoncer brutalement de la manière suivante : en redonnant un réel pouvoir au politique quant à la détermination de la richesse et à la monnaie ne risque-t-on pas de favoriser l'arbitraire et la corruption?

Le risque d'arbitraire est en permanence l'argument avancé pour s'opposer à la modification des indicateurs de richesse.

22) des risques d'arbitraire, de manipulation, de corruption ?

Ce risque d'arbitraire est, en permanence, l'argument le plus fort opposé à toutes les tentatives pour modifier les indicateurs de richesse. On le retrouve par exemple exprimé par un de nos comptables nationaux Oleg Arkhipoff en 1976 dans un article intitulé : "peut on mesurer le bien être national? " qui prenait pour cible les recherches sur le "net national welfare" que nous avons évoquées. Ainsi écrit-il : "ce qui inquiète au premier chef, de façon

*le risque d'arbitraire
n'est réel que si les
choix du
présentateur restent
cachés.*

*De même pour la
monnaie qui
véhicule et
démultiplie les choix
qui ont été faits par
des techniciens et
validés par des
gouvernants sans
réel débat.*

immédiate, c'est le sentiment profond et invincible d'arbitraire qu'on éprouve devant les méthodes d'évaluation et de délimitation du contenu de ce qui est censé mesurer un certain bien être"...On retrouve la même objection à propos des indicateurs du Pnud sous la plume d'un ancien directeur du département économique de la Banque mondiale, J Baneth, (cf le numéro de mai 1998 de Futuribles sous le titre "les indicateurs synthétiques de développement"). Pour lui le désavantage de ces indicateurs est de "cacher les choix du présentateur".¹⁹

Dans le cas de la monnaie la crainte est de voir le politique procéder, comme ce fut l'une de ses tentations historiques favorites, à des manipulations de la valeur de la monnaie pour servir ses propres intérêts créant ainsi des risques de corruption et, au minimum, d'instabilité monétaire.

Que répondre?

Que répondre à ce type de critique ? D'abord que le risque d'arbitraire n'est réel que si, pour reprendre l'expression de J Baneth, "les choix du présentateur restent cachés". Confier à des experts le soin de confectionner en chambre de nouveaux indicateurs de richesse sans débat public sur les finalités et les critères qui leur donnent sens et légitimité ne serait en effet pas recevable et c'est pourquoi toutes les propositions de ce rapport s'inscrivent dans le fil rouge de l'évaluation démocratique. Ensuite que l'on peut parfaitement faire cette objection à nos indicateurs actuels : conçus pour valoriser certaines activités au détriment d'autres ils n'ont jamais réellement fait l'objet d'un débat démocratique alors qu'ils influencent en profondeur la vie quotidienne de tous les citoyens.

Un problème de même nature pour la monnaie

S'agissant de la monnaie nous retrouvons un problème de même nature. Les formes monétaires actuelles n'expriment en rien une sorte d'état de nature selon lequel mettre un enfant au monde n'aurait pas de valeur économique mais acquérir un poison pour tuer en aurait (cf la définition de l'utilité par Walras donnée ci dessus). La monnaie véhicule et démultiplie les choix qui ont été faits par des techniciens et validés par des gouvernants sans réel débat démocratique. Nous n'avons donc pas à choisir entre des outils "neutres" que seraient aujourd'hui notre PIB et notre forme monétaire et des outils "orientés" : les risques d'arbitraire, de manipulation et de corruption nous les constatons dès aujourd'hui.

¹⁹ Ces critiques sont analysées et discutées par Dominique Meda p 67 et suivantes de son livre, op cité

De toutes les passions, la richesse serait au total la moins dangereuse car elle porte sur des objets là où les autres passions (comme le pouvoir) mettent en jeu de la domination entre humains.

Le cœur de la logique passionnelle à l'œuvre au sein du capitalisme relève beaucoup plus de la puissance entendue comme goût de la domination que de la simple possession d'objets ou de monnaie

23) le problème de “la tentation du bien“

Une objection plus fondamentale est faite à tout rétablissement d'un lien entre économie et éthique et pas seulement entre économie et politique. Cette objection c'est celle de la "tentation du bien" exprimée par la formule populaire : "l'enfer est pavé de bonnes intentions". Les plus lucides sont en effet prêts à admettre l'ampleur des coûts humains et écologiques de notre modèle productiviste marchand mais restent persuadés que le primat d'une économie "amoral" est un moindre mal par rapport au risque totalitaire de toute "politique du bien et du bonheur". L'un des meilleurs théoriciens à avoir mis en évidence cette logique du moindre mal est Albert Hirschmann dans son livre "Passions et Intérêts"²⁰. Il y montre que l'intérêt, loin d'être l'expression d'un fait naturel est un construit social et culturel destiné à socialiser les passions humaines. Constatant que, de toutes les passions, la richesse est au total la moins dangereuse car elle porte sur des objets là où les autres passions (comme le pouvoir) mettent en jeu de la domination entre humains, la création de l'intérêt a pour effet de rendre cette passion mesurable et prévisible car sujette au calcul rationnel de ses coûts et avantages.

Cette objection est en effet fondamentale car elle appelle à une réelle vigilance à l'égard de la contre-productivité toujours possible de projets généreux mais elle ne saurait épuiser la question.. En effet, comme l'ont montré sous des formes différentes Fernand Braudel et Karl Polanyi ²¹ il y a une profonde différence entre marché et capitalisme ou entre économie de marché et société de marché. Et cette différence tient justement au fait que le cœur de la logique passionnelle à l'œuvre au sein du capitalisme relève beaucoup plus de la puissance entendue comme goût de la domination que de la simple possession d'objets ou de monnaie.

Une logique de guerre économique

C'est pourquoi, loin que le règne de l'économie marchande s'accompagne de la généralisation du "doux commerce", nous constatons qu'elle s'inscrit au contraire dans une logique de guerre économique qui condamne à l'exclusion, à la misère et souvent à la mort les perdants de ce jeu dangereux. Et la preuve que nous sommes bien dans l'ordre passionnel et non dans celui des besoins et de la rationalité c'est que cette guerre que l'on nous présente comme liée à des logiques de rareté et de survie se situe dans un contexte où les besoins fondamentaux des six milliards d'êtres humains pourraient être satisfaits avec un minimum de rationalité dans l'organisation des ressources. Un chiffre donné par le PNUD

²⁰ Passions et Intérêts, PUF

²¹ Fernand Braudel voir notamment "la dynamique du capitalisme" et les trois tomes de "Civilisation matérielle, économie et capitalisme"; Karl polanyi : "la Grande Transformation"; op cité.

*les dépenses
mondiales annuelles
de publicité
représentent dix fois
le montant des
sommes qui seraient
nécessaires pour
éradiquer la faim,
permettre l'accès à
l'eau potable pour
tous les humains,
combattre les
grandes épidémies.*

*L'utopie du
capitalisme consiste
à croire que, grâce à
la main invisible du
marché, les vices
privés se
transformeront en
vertus publiques*

résume à lui seul le problème : les dépenses mondiales annuelles de publicité représentent dix fois le montant des sommes qui seraient nécessaires pour éradiquer la faim, permettre l'accès à l'eau potable pour tous les humains, les loger décentement, combattre les grandes épidémies.

Ce rapport de un à dix, il signe la maladie du mal être des sociétés matériellement riches mais à ce point déprimées, comme l'avait annoncé Keynes²², qu'elles ont en permanence recours à l'excitation du dopage sous toutes ses formes y compris monétaires pour compenser leur mal être. Quand selon une étude récente du bureau international du travail on arrive à chiffrer les coûts générés par le stress à 3% du PIB des pays développés on mesure la gravité de ce mal de vivre²³.

Quand la corruption privée dégénère en corruption publique

Cessons donc de croire qu'il suffirait pour éviter l'enfer pavé de bonnes intentions d'en avoir de mauvaises! L'utopie du capitalisme consiste à croire que, grâce à la main invisible du marché, les vices privés se transformeront en vertus publiques : la réalité nous administre en permanence la preuve du contraire : la corruption privée dégénère en corruption publique, la "lucrativité" élevée au rang de fin dans l'économie finit par contaminer les autres formes de lien social.

Ainsi nous n'échapperons pas plus à la question éthique qu'à la question politique. Mais la qualité de démocratie est en effet une condition nécessaire pour éviter que l'on accepte la forme de despotisme opaque de la société de marché comme un moindre mal par rapport aux dérapages totalitaires du politique.

24) les objections pratiques

Les objections pratiques qui sont opposées à une transformation profonde de nos systèmes comptables sont souvent évoquées . c'est ainsi qu'Oleg Arkhipoff, s'inquiète d'un nombre considérable d'éléments entièrement nouveaux (qui) va se trouver porté à l'attention des théoriciens du bien être. Une telle avalanche de statistiques nouvelles existantes ou à créer, se présentant souvent en vrac, ne laisse pas d'inquiéter fortement les comptables nationaux. Car, pensent ces derniers, il faudra bien un jour ou l'autre intégrer tout cela dans une comptabilité nationale démesurément élargie, et on peut redouter de voir complètement dénaturer un cadre qu'on peut déjà qualifier de classique, parce que parvenu à une certaine perfection".

²² En 1930, à la fin de ses "essais sur l'économie et la monnaie", Keynes évoque dans un dernier chapitre prophétique les risques de "dépression nerveuse" collective générés par l'abondance de biens sans mutation culturelle.

²³ Etude citée dans le dossier du Nouvel Observateur du 15 janvier 2001.

*Nous devrions
conserver des
thermomètres, même
s'ils sont faux, parce
qu'ils ont l'avantage
d'exister et que leur
fabrication est plus
simple.*

*On ne nous fera
pas croire que
nos sociétés n'ont
pas les moyens de
se doter d'outils
d'évaluation plus
adaptés aux
problèmes de
l'avenir qu'à ceux
du passé.*

*Nos propositions
doivent s'inscrire dans
un calendrier
ambitieux et profiter de
2001, année du
centenaire des
associations.*

Notre entreprise prendra du temps

Nous retrouvons ici un argument classique déjà repéré chez Malthus qui consiste à conserver des thermomètres, même s'ils sont faux, parce qu'ils ont l'avantage d'exister et que leur fabrication est plus simple. Il est parfaitement exact, nous l'avons dit d'entrée de jeu, que le fait de s'engager dans une refonte à terme de nos indicateurs de richesse constitue une entreprise ambitieuse et de longue haleine. Mais nous nous trouvons confrontés à une situation de nécessité croissante au moins aussi impérieuse que celle qui a conduit les sociétés industrielles à se doter des outils de nos actuelles comptabilités nationales. Dès lors que l'on prend au sérieux les défis de la mutation informationnelle, de la révolution du vivant, de la part croissante des facteurs humains et écologiques dans la production et la distribution de la richesse on ne peut faire machine arrière au motif que cette entreprise prendra du temps.

Commençons sans attendre

En outre, il est possible sans attendre, et avec des moyens relativement modestes, d'engager des travaux comme la rédaction d'un rapport national sur le développement humain et de proposer à nos partenaires européens d'en faire autant. La méthodologie existe, les statistiques existent puisqu'elles portent sur des données relativement simples comme l'espérance de vie, les taux d'illettrisme, les niveaux de pauvreté, l'inégalité des rapports hommes-femmes. Quand on voit les moyens considérables, financiers et humains que nos sociétés ont pu mobiliser pour éviter le fantomatique bug de l'an 2000, les milliards de dollars qui "partent en fumée" selon l'expression consacrée du fait de ce qu'Alan Greenspan, le président de la FED américaine nomme "l'exubérance irrationnelle des marchés" on ne nous fera pas croire que nos sociétés n'ont pas les moyens de se doter d'outils d'évaluation plus adaptés aux problèmes de l'avenir qu'à ceux du passé.

Simplement il nous faut effectivement accepter que nous ne sommes pas seulement confrontés à des problèmes techniques dont on peut confier la résolution à quelques groupes d'experts. Nos propositions doivent s'inscrire volontairement dans un calendrier à moyen terme même si elles privilégient l'opportunité que représente cette année 2001, année du centenaire des associations, année internationale du volontariat et prélude, dans notre pays aux grandes échéances démocratiques de l'année 2002.

Propositions , pistes de recherche et d'expérimentations

III/ Propositions , pistes de recherche et d'expérimentations

1) mise en débat public de ces questions

- publication du rapport d'étape sur Internet afin de créer les conditions d'un "rapport interactif" pour la suite de la mission

- publication écrite sous forme d'une brochure peu chère;

- traduction en anglais, espagnol, voire portugais pour créer les conditions d'un débat international sur ces questions (notamment sur Internet)

- réalisation d'une vidéo et d'un CD Rom mettant en évidence de manière pédagogique le thème "des thermomètres qui rendent malades" et faisant le point des pistes intéressantes pour en changer (en particulier les indicateurs de développement humain);

- proposition à la "commission du débat public" de porter ce débat;

- lancement d'un concours d'idées et de mots sur la meilleure manière de redonner leur sens à des mots comme richesse, valeur, utilité etc. afin de conduire l'économie à réinscrire ces mêmes concepts dans ceux du sens commun ou à en choisir d'autres pour éviter la confusion

2) lancement d'un séminaire préparant une rencontre internationale

Ce séminaire aurait pour objet de rassembler l'ensemble de la recherche disponible sur ces questions, d'en établir une synthèse et de proposer de nouvelles avancées théoriques et méthodologiques. Ses travaux serviraient de base à la préparation d'une rencontre internationale qui pourrait se tenir fin 2001 ou courant 2002. La plus grande synergie devrait être recherchée avec les travaux, contacts et événements européens (présidence suédoise puis

belge) internationaux (chantier Québec notamment) déjà prévus par le Secrétariat d'Etat et la DIES.

3) préparation d'un "rapport français sur le développement humain en lien avec le PNUD et proposition faite à nos partenaires d'un "rapport européen" utilisant la méthodologie des indicateurs de développement humain (voir ci dessous)

4) préparation d'un projet de loi sur "les temps sociaux" en lien avec le projet de loi cadre sur l'économie sociale et solidaire.

5) lancement , accompagnement, évaluation d'expérimentations portant notamment sur les projets suivants :

- utilisation d'indicateurs de destruction pour expérimentation d'un projet d'activation de dépenses passives; (possibilité d'un lien avec une expérimentation européenne sur ce sujet);

- projet de carte civique d'échange et de paiement (lien avec projet de chèque associatif); expérimentation en partenariat avec le groupe "Chèque déjeuner";

- projet de monnaie électronique solidaire (dit sol); expérimentation initiée avec plusieurs partenaires de l'économie sociale comme la Macif, Chèque déjeuner , des medias soutenant les initiatives de l'économie sociale et solidaire (Le Monde diplomatique, Politis, TC, Transversales Science Culture...) des collectivités locales innovantes; la possibilité de développer également l'expérience dans le Nord en particulier avec un réseau d'échange inter-associatif situé à Valenciennes et de s'appuyer sur la Caisse de crédit solidaire a été également envisagée. Des contacts sont également pris avec la fondation des caisses d'épargne.

- projet d'expérimentation en France des systèmes de crédits temps inspirés de l'expérience italienne (banques du temps) et américaine (time dollar); suivi de l'étude du laboratoire du futur retenue dans l'appel à projets 2000 sur ce point.

6) utilisation d'une partie de l'appel à projets 2001 dans la double perspective de l'activation de dépenses passives ("entrepreneurs de prévention") et des systèmes d'échange et monnaies affectées

7) préparation d'un dispositif institutionnel conduisant à la création d'un office parlementaire (ou d'un renforcement de la Mission contrôle et évaluation) et d'une mission interministérielle capable d'animer ce processus (voir ci dessous)

8) lancement d'une étude sur l'utilisation d'une fiscalité incitative appuyée sur ces indicateurs (voir ci dessous)

9) établissement d'un lien entre les projets évoqués dans ce rapport conduisant à terme à des réformes substantielles de la comptabilité nationale et le projet en cours de discussion au Parlement d'une réforme de l'ordonnance de 1959 et de la comptabilité publique

Un calendrier sur sept ans

Année 2001

1) Opportunité du forum social mondial de Porto Alegre pour lancer ce débat.

Opportunité de la rencontre internationale sur l'économie sociale et solidaire en octobre 2001 au Québec.

2) Opportunité du centenaire de la loi de 1901 et de l'année internationale du volontariat décidée par les Nations Unies pour organiser un vaste débat public entre pouvoirs publics et associations autour des thèmes suivants :

- faire retour sur la question du bénévolat à travers le refus de considérer l'économie (y compris marchande) comme ayant pour seul objet la "lucrativité";

- rappeler que l'article 1 de la loi de 1901 définit positivement et non négativement le principe associatif;

- organiser un partenariat avec les associations qui concourent à prévenir ou à limiter la casse qu'elle soit humaine (sanitaire ou sociale) ou écologique afin d'élaborer avec elles des grilles d'évaluation et des indicateurs "de destruction" dans des domaines qui constituent des enjeux du débat public : accidents de la route, vache folle, pollution de l'air et de l'eau etc.

- lier le principe associatif, coopératif et mutualiste en développant le lien entre mouvement associatif et économie sociale et solidaire;

3) Développer la perspective de la société et de l'économie plurielle comme alternatives à "la société de marché" et montrer l'importance de l'économie sociale et solidaire dans cette perspective.

4) Favoriser la recherche de solutions permettant aux associations de bénéficier de droits de tirage sur une richesse sociale et écologique qu'elles contribuent à produire (ou à éviter qu'elle se détruise) et procéder à plusieurs expérimentations en ce sens :

- expérimenter des dispositifs de chèque associatif et/ou de "carte civique" d'échange et de paiement en monnaie affectée

- expérimenter des dispositifs d'échange et de crédits temps

- utiliser l'appel à projet 2001 pour favoriser la logique de métiers "d'entrepreneurs de prévention"

4) Déposer, ou au moins préparer et mettre en débat public la nécessité d'une loi sur les temps sociaux en lien avec le projet de loi cadre sur l'économie sociale et solidaire; étudier la mise

en œuvre au sein de la fonction publique de “congés civiques“ sur le modèle des “congés solidaires“ expérimentée dans plusieurs entreprises ouvrant le droit pour des fonctionnaires d'être mis à disposition d'associations, de syndicats d'organisations politiques pour une période de deux à quatre ans.

5) Organiser un séminaire international de synthèse et de recherche sur ces différentes questions dont les travaux seraient mis en débat lors d'une rencontre internationale à organiser fin 2001 ou courant 2002.

6) Demander conjointement au Président de la République et au Premier ministre qui ont l'un et l'autre marqué leur intérêt pour les rapports du PNUD (programme des Nations Unies pour le développement) que soit appliquée la méthodologie des “indicateurs de développement humain“ et des indicateurs de pauvreté à la France et qu'un rapport français sur le développement humain soit élaboré;

7) Proposer au Premier ministre qu'un travail interministériel soit engagé dans cette direction

- à la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité une mobilisation des services d'étude et de statistique en vue de l'élaboration de ces indicateurs qui relèvent en partie de sa compétence.

- au ministre de l'Education nationale un programme de travail du même type en vue de la construction de l'indicateur concernant l'accès aux savoirs et le problème de l'illettrisme;

- à la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement un travail concerté sur la mise en œuvre d'indicateurs de destruction écologiques, sanitaires et sociaux;

- au ministre de la Ville l'élaboration d'un projet de loi sur le temps des villes et les temps sociaux s'inspirant de l'expérience italienne dans ce domaine

8) lier ces recherches sur les indicateurs (négatifs et positifs) à une utilisation incitatrice de la fiscalité conduisant à terme à réserver la logique de la taxation à des valeurs détruites (partiellement ou totalement) plutôt qu'ajoutées et à favoriser des systèmes de bonification pour les valeurs ajoutées d'utilité sociale, (lien avec propositions du rapport Lipietz sur ce point)

9) Créer une structure institutionnelle souple (de type mission interministérielle) pour animer l'ensemble de ces travaux ; préparer, en lien avec les responsables de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social la création d'un office parlementaire ou d'un renforcement de la Mission de contrôle et d'évaluation appuyé par les travaux issus d'institutions comme le CERC, la Commission des comptes de la nation, le Comité central d'enquêtes lié à la Cour des Comptes, l'ensemble des services d'études et de recherches des ministères concernées par des réparations lourdes. L'Insee serait évidemment fortement sollicitée dans cette perspective y compris pour tirer un meilleur parti de ses enquêtes en termes de budget temps qui pourraient être très utiles pour l'instauration d'un système ambitieux de crédit temps (lien avec le projet de loi sur les temps sociaux)

10) Proposer à nos partenaires européens l'élaboration d'un rapport européen sur le développement humain en s'appuyant notamment sur les propositions du parlement européen dans ce sens.

Année 2002

Placer ces questions sur l'agenda public de manière à redonner tout son sens à la notion de campagne électorale conçue comme un temps privilégié pour que les citoyens construisent leur jugement sur de grandes orientations;

Proposer aux actuels membres de la majorité plurielle d'intégrer dans leur programme la nécessité d'une redéfinition de la richesse et de ses outils (indicateurs et monnaies);

Poursuivre les travaux du séminaire international, l'élaboration des rapports français et européens sur le développement humain, évaluer les expérimentations de l'année 2001, en tirer des conclusions législatives quand c'est possible et élargir le champ de l'expérimentation quand cela s'avère nécessaire;

Poursuivre et développer les travaux sur "les indicateurs de destruction" et organiser plusieurs opérations de financement de projets contribuant à prévenir ou à limiter les coûts de casse humaine (sociale et sanitaire) et écologique;

Proposer au nouveau Président de la République, au nouveau Parlement élu et aux responsables publics choisis à cette occasion de s'engager dans ce grand chantier .

Années 2002 à 2007 (propositions formulées à titre indicatif, non exhaustif)

Organiser le premier grand débat parlementaire d'évaluation sur les richesses de la nation

Adoption d'un dispositif, dans les lois de finances de l'Etat et de la Sécurité sociale, permettant d'utiliser une partie des dépenses de réparation pour financer des projets limitant ou évitant des coûts de destruction

Poursuite des travaux en partenariat avec le PNUD tant au niveau national qu'europpéen et préparation d'un projet de transformation de la comptabilité nationale de manière à prendre en compte les richesses écologiques et humaines n'apparaissant pas sur le marché;

Utilisation des travaux issus du bilan social, de l'audit social, du bilan sociétal, des comptabilités "vertes" en vue d'une réforme du plan comptable et de l'intégration des données écologiques, sociales, sanitaires, civiques dans les rapports légaux des entreprises....